



PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT
DES NATIONS UNIES
**PROMESSE GOUVERNANCE POUR
LE SAHEL**

STABILISER. SOUTENIR. TRANSFORMER.

Copyright © 2020 Programme de Développement des Nations Unies
All rights reserved.

Le PNUD est le principal organisme des Nations Unies qui lutte contre l'injustice et la pauvreté, les inégalités et le changement climatique. Travaillant avec un vaste réseau d'experts et de partenaires dans 170 pays, nous aidons les pays à développer des solutions intégrées et durables pour les peuples et la planète.

Programme de Développement des Nations Unies
Sous Régionale Pour l'Afrique de L'ouest et du Centre
Point E, Complex Citamil, Immeuble E
Dakar - Sénégal

TABLER DE MATIÈRES

5

INTRODUCTION

6

DÉFIS DU DÉVELOPPEMENT

14

STRATÉGIE

19

RÉSULTATS ET PARTENARIATS

34

SUIVI ET ÉVALUATION

40

**GOUVERNANCE ET ACCORDS DE
GESTION**

42

CONTEXTE LEGAL

43

GESTION DES RISQUES

LE SAHEL EN BREF

CRISE ET OPPORTUNITÉS

GOUVERNANCE



DÉFAUTS DE GOUVERNANCE

permettent des attaques meurtrières dans lesquelles des milliers de personnes sont tuées et des millions sont déplacées.

Opportunités: La bonne gouvernance ouvre la voie à la stabilité, à la paix et au progrès

L'Offre du PNUD: Revitaliser la gouvernance par le biais du renforcement des capacités institutionnelles, de l'analyse des politiques, de la formation, de la réduction des risques financiers et de l'engagement public, en mettant l'accent sur la jeunesse et l'énergie.

JEUNES



LARGEMENT RÉPANDU EXTRÊME PAUVRETÉ

probablement en augmentation en raison de COVID-19

Opportunité: Près de deux tiers de la population a moins de 25 ans - des jeunes qui peuvent faire avancer les industries mondiales d'aujourd'hui et de demain.

L'Offre du PNUD: Former, connecter et financer les jeunes afin qu'ils puissent jouer un rôle de travailleurs et de leaders dans les secteurs de l'énergie, de la gouvernance et autres pour créer un avenir durable.

ÉNERGIE

169 MILLIONS

les gens manquent d'électricité

 87% dont la plupart vivent en zone rurale

— laissant peu de place aux progrès en matière d'éducation et d'économie

Opportunité: Vaste potentiel d'énergie solaire et éolienne pour alimenter le Sahel et au-delà.

L'Offre du PNUD: Mettre notre expertise mondiale en matière d'énergie renouvelable au service du Sahel pour soutenir des communautés prospères, des emplois respectueux du climat et de la bonne gouvernance.

INTRODUCTION

LA PROMESSE DE GOUVERNANCE POUR STABILISER, SOUTENIR ET TRANSFORMER LE SAHEL

Total des ressources nécessaires: \$100,000,000

Partenaire de mise en œuvre: PNUD, G5 Sahel, LGA, UNOWAS et Agences des Nations Unies

Date de début: 1er Janvier 2021 - Date de fin: Décembre 2025

PAC: 1er Novembre 2020 - Date de la réunion: October 30, 2020

Photo: PNUD Chad

Brève Description

La promesse de gouvernance du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour stabiliser, soutenir et transformer le Sahel se justifie par le fait que la crise a mis en lumière l'extrême fragilité des systèmes de gouvernance dans la région du Sahel en termes de cadres nationaux et de coopération et coordination régionales. Malgré l'aide importante fournie jusqu'à présent, la situation ne s'est pas améliorée de manière à devenir durable. Tandis que les systèmes de gouvernance nationaux et sous-nationaux se sont retrouvés au bord de l'implosion, les organisations régionales et sous-régionales ont trouvé très difficile d'anticiper, de gérer et de traiter les problèmes de manière adéquate. La faiblesse chronique de l'indice de développement humain (IDH), la fragilité, la vulnérabilité, les inégalités et l'exclusion ont créé un environnement propice à la prolifération de l'extrémisme violent, qui est devenu une force perturbatrice dans la région. Ces défis ont été aggravés par la pandémie de COVID-19, poussant davantage de personnes dans la pauvreté et mettant en jeu un réajustement des priorités avec le peu de ressources disponibles. Renforcer la bonne gouvernance à tous les niveaux (local et national) tout en soutenant les organisations régionales dans leurs mandats de coordination et de régulation est donc essentiel pour restaurer la stabilité et la croissance économique inclusive, mais également la prospérité pour les 350 millions d'habitants de la région du Sahel. Conformément au plan de soutien de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel, le PNUD et ses partenaires intensifient leurs efforts pour rétablir la paix et la sécurité, soutenir la gouvernance inclusive et réduire les inégalités afin de permettre aux pays du Sahel d'atteindre une paix et une prospérité durables.

Le projet est conçu comme une promesse pour le Sahel reposant sur trois piliers : Stabilisation, Durabilité et Transformation. La mise en œuvre de l'Offre se fera à travers trois domaines de résultats:

- Amélioration des relations entre l'État et la société
- Renforcement des normes, systèmes et institutions de gouvernance
- Renforcement de la prévention des conflits et de la consolidation de la paix

Avec un cycle pluriannuel de cinq ans (2021-2025), le projet couvre les 10 pays du Sahel en coordination et en collaboration avec les bureaux de pays, les centres régionaux (Dakar, Nairobi, Pretoria) et le centre de services régional (Addis-Abeba). Comme ces pays ne sont pas tous semblables, la mise en œuvre de l'offre prendra en compte les circonstances spécifiques au contexte de chacun des pays. Au cours de ce processus, il sera tenu compte des avantages et des inconvénients géographiques (épices vs pays de débordement), de la stabilité politique (États stables vs fragiles), des différents niveaux de développement (pays à faible revenu vs pays à revenu intermédiaire) et des répercussions probables du changement climatique (résilients vs vulnérables). Malgré la spécificité du contexte, la mise en œuvre de l'Offre adoptera une approche commune afin de garantir que l'objectif principal de l'Offre soit atteint.

Résultat contributif (PNUAD/CPD, RPD ou GPD)

PNUD SP : Niveau 2, Résultat 2: Accélérer les transformations structurelles pour un développement durable

RPD : Résultat 1: L'Union africaine et les CER s'acquittent de leur mandat, en particulier des questions transversales liées au renforcement de la résilience.



Ahunna Eziakonwa

Secrétaire Général Adjoint et Directeur du Bureau Régional du PNUD pour l'Afrique

DÉFIS DU DÉVELOPPEMENT



Photo: ONU FEMMES Senegal

GOVERNANCE ET CONSOLIDATION DE LA PAIX DANS LE CONTEXTE DE CRISES MULTIPLES AU SAHEL

Le PNUD définit la gouvernance comme le « système de valeurs, de politiques et d'institutions par lequel une société gère ses affaires économiques, politiques et sociales par le biais d'interactions au sein et entre l'État, la société civile et le secteur privé. C'est la façon dont une société s'organise pour prendre des décisions et les mettre en œuvre, en parvenant à une compréhension mutuelle, à un accord et à une action. Elle comprend les mécanismes et les processus qui permettent aux citoyens et aux groupes d'articuler leurs intérêts, d'arbitrer leurs divergences et d'exercer leurs droits et obligations juridiques ».¹

Au Sahel, comme dans d'autres régions d'Afrique, la qualité et les caractéristiques de la gouvernance déterminent les perspectives de développement social et économique d'un pays, ainsi que la paix et la stabilité qui y règne.² Comme le souligne l'Agenda 2063, le plan politique et socio-économique de l'Union africaine (UA) sur cinquante ans, les Africains aspirent à un continent où règnent de manière inclusive gouvernance, démocratie, paix et sécurité, respect des droits humains, justice et état de droit. La mise en place d'institutions fortes, efficaces, responsables et réactives, une culture démocratique, la protection et la promotion des droits humains, l'égalité des sexes, l'inclusion, la transparence, la coexistence pacifique et la cohésion sociale ainsi que l'amélioration de la qualité de la gouvernance et de l'état de droit sont les principaux déterminants du développement politique et socio-économique de l'Afrique.

Il s'agit d'une région géographiquement vaste dont les significations varient en fonction des perceptions, des stratégies et de l'agenda des parties prenantes. Dans le cadre de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel et de son Plan de soutien, les pays cibles du Sahel sont les suivants : Burkina Faso, Cameroun, Tchad, Gambie, Guinée, Mali, Mauritanie, Nigeria, Niger et Sénégal. La région consiste en un territoire très étendu, avec de nombreuses communautés éloignées et peu peuplées et des frontières difficiles à atteindre, ce qui rend difficile la prestation de services sociaux de manière uniforme. D'une manière générale, la région est très mal classée en ce qui concerne les indicateurs de gouvernance qui sont des indicateurs indirects de la performance du secteur public. Si la grande majorité d'entre eux ont ratifié la Charte Africaine de la Démocratie et de la Gouvernance, beaucoup sont confrontés à de graves problèmes de gouvernance dans les domaines de la qualité du maintien de l'ordre, de l'accès à la justice, de l'état de droit, de la transparence et de la responsabilité financière. Le fait que ces pays comportent de nombreuses communautés reculées et faiblement peuplées, ainsi que des frontières difficiles à atteindre ajoute aux difficultés.

	Pays du Sahel	Rang	Tendances	Sécurité et état de droit
1.	Burkina Faso	16	+4.8	-2.5
2.	Cameroun	36	-0.3	-9.5
3.	Tchad	46	+4.6	+7.4
4.	Gambie	21	+3.0	+2.0
5.	Guinée	37	+6.1	+7.1
6.	Mali	28	-4.0	-11
7.	Mauritanie	40	+1.2	+4.8
8.	Niger	24	+5.6	-0.3
9.	Nigeria	33	+2.8	-5.4
10.	Sénégal	10	+5.9	+2.7

Tableau 1 - Indice Mo Ibrahim de la gouvernance africaine (IIAG) 2019

Sur plusieurs indices de mesure, la région se classe très bas sur les indicateurs de gouvernance pour l'année 2017. Le Burkina Faso, le meilleur des 10 pays sahéliens de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel en matière d'efficacité gouvernementale, a obtenu un score de 34 %, alors que d'autres pays africains ont, eux, obtenu plus de 60 % — comme l'île Maurice, les Seychelles, l'Afrique du Sud et la Namibie. La situation ne s'est pas sensiblement améliorée deux ans plus tard. Dans l'indice Mo Ibrahim (voir tableau 1), les performances de sept (7) des dix (10) pays du Sahel en matière de gouvernance les classent soit à la limite, soit dans la seconde moitié des 54 pays évalués. Parmi eux, cinq pays ont connu un recul aux niveaux de l'état de droit et de la sécurité, qui sont au cœur de la gouvernance.

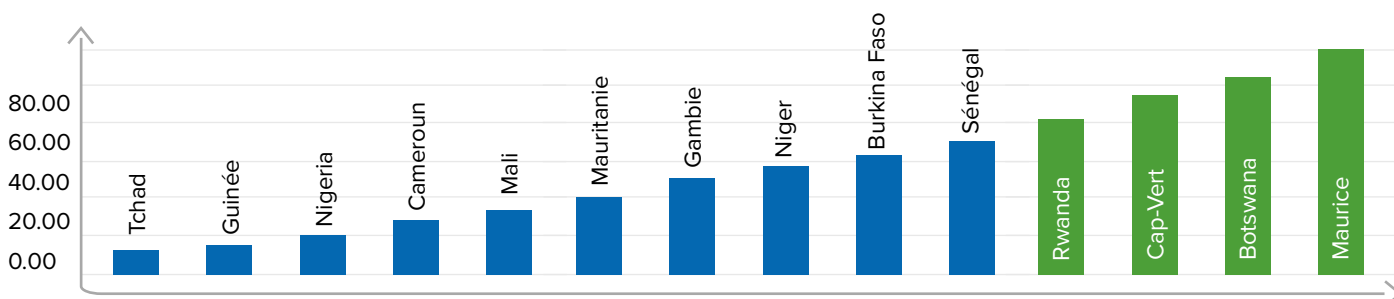


Fig. 1: Classement de l'indice d'état de droit du Sahel, 2016

¹ UNDP, Governance Indicators: A Users' Guide', Second Edition (2007).

² Chester A. Crocker, African Governance: Challenges and Their Implications (2019) Hoover Institute, Stanford University Winter Series, Issue 119 <https://www.hoover.org/research/african-governance-challenges-and-their-implications> accessed 03 July 2020.

Cette mauvaise performance dans le domaine de l'état de droit explique également le score relativement faible de la région en matière de gouvernance globale. Par exemple, bien que le score global du Tchad en matière de gouvernance se soit amélioré ces dernières années (+4,6), il se classe au dernier rang des pays du Sahel (46e). L'amélioration des engagements en matière de lutte contre le terrorisme et de promotion de la sécurité régionale explique pourquoi les pays du Sahel ont obtenu un score relativement élevé en matière de sécurité nationale. Entre 2000 et 2014, un total de 37 insurrections ont été recensées au Sahel.

Dans la région, la concurrence pour les résultats du développement, les ressources et le pouvoir politique a contribué aux tendances actuelles de l'extrémisme violent. Les économies fragiles caractérisées par une dépendance à l'égard des produits de base, une diversification économique limitée et un taux de chômage élevé chez les jeunes, contribuent également à cette instabilité. Même en ce qui concerne l'état de droit, où le Sénégal est le meilleur parmi les dix pays, il se classe encore derrière des pays comme le Botswana, le Cap Vert et l'île Maurice. Des tendances similaires sont observées pour la qualité de la réglementation et le contrôle de la corruption. Le pays le plus performant de la région se classe encore 8e sur 54 dans l'indice IAG et 67e sur 180 dans l'Indice de perception de la corruption (IPC) de Transparency International, le Tchad se situant à la 165e position sur 180 en 2018.³

Actuellement, la région du Sahel est confrontée à de nombreuses difficultés qui risquent d'éroder les progrès réalisés en matière de gouvernance démocratique et de consolidation de la paix. Sur la base d'une analyse des descriptifs de programme de pays du PNUD et des plans nationaux de développement des pays du Sahel, certains des principaux défis ou problèmes de gouvernance et de consolidation de la paix qui sont évidents dans une majorité de pays comprennent la représentation inégale de la population, la corruption, la radicalisation, les frontières ingérables et la faiblesse des institutions.⁴ Ces défis sont également soulignés dans *Africa's Promise: The UNDP Renewed Strategic Offer in Africa*.

La faiblesse des institutions empêche de nombreux pays du Sahel d'établir et de maintenir l'environnement nécessaire à la coexistence pacifique et à la création de richesses. La faiblesse et le dysfonctionnement des institutions de gouvernance créent également des environnements où les élites politiques et les fonctionnaires abusent du pouvoir et agissent généralement en toute impunité. Les organisations internationales et régionales ont reconnu que l'incapacité du Sahel à surmonter ses obstacles au développement est due à la faiblesse des structures institutionnelles qui ne parviennent pas à tenir les fonctionnaires responsables de leurs actes.⁵ Le rapport de 2017 sur les recommandations proposées pour la réforme institutionnelle de l'Union africaine, également connu sous le nom de « rapport Kagame », indique également que l'efficacité des organes et institutions de l'UA est entravée par le manque de capacités fonctionnelles, techniques et financières et par une mauvaise coordination entre les institutions aux niveaux national, régional et sous-régional. Pire encore, alors que le continent a développé des normes progressives en matière de gouvernance et de consolidation de la paix, la prise en charge et la mise en œuvre de ces normes restent un défi, en particulier pour les pays de la région du Sahel.⁶

Dans la plupart des pays du Sahel, la corruption demeure un sérieux défi tant au niveau de la gouvernance que des processus de consolidation de la paix. Bien qu'elle soit dotée de ressources naturelles et humaines, la région du Sahel, comme la majeure partie de l'Afrique, reste en tête en matière de corruption, ce qui nuit aux institutions publiques, à la gouvernance et au développement économique.⁷ Sur les 30 pays inclus dans le Guide international du risque pays 2017⁸, seuls deux pays d'Afrique subsaharienne ont obtenu un score supérieur à la moyenne du reste du monde. Dans l'indice de perception de la corruption (IPC) 2019 de Transparency International, l'Afrique était la région la moins bien notée avec un score moyen de 32/100, seuls les Seychelles, le Botswana et le Cap Vert apparaissent dans le top 50. La corruption peut également jouer un rôle clé dans le sabotage des processus de consolidation de la paix, et ce, en favorisant l'impunité et la violence et en perturbant l'état de droit — qui sont quelques-uns des principes clés du rétablissement de la justice et de la paix. En outre, l'Afrique est confrontée à de graves problèmes de flux financiers illicites. Selon le groupe de haut niveau sur les flux financiers illicites en provenance d'Afrique, dirigé par Thabo Mbeki, le continent perd plus de 50 milliards de dollars par an en raison des flux financiers illicites.⁹ Selon d'autres estimations de l'Intégrité financière mondiale, l'Afrique subsaharienne a perdu plus de 675 milliards de dollars entre 2004 et 2013.¹⁰ Cependant, comme le note le PNUD, l'estimation des flux financiers illicites en provenance des pays les moins avancés, en particulier en Afrique subsaharienne, est un défi car « les données macroéconomiques sous-jacentes ou les données commerciales des pays partenaires sont soit inexistantes, soit irrégulières en raison de conflits récents ou en cours ».¹¹

L'égalité des genre et l'autonomisation des femmes restent une aspiration continentale et un défi majeur pour la région du Sahel. Dans l'ensemble, le continent a récemment réussi à mettre en place un « environnement plus propice et inclusif » pour les femmes.¹² Alors que les pays africains continuent à obtenir de meilleurs résultats en ce qui concerne les libertés civiles des femmes, le nombre de femmes au parlement et aux postes de direction dans les pays du Sahel a généralement connu une lente augmentation¹³, tandis que des régressions ont également été enregistrées dans certains cas.¹⁴ Les femmes représentent environ la moitié de la population actuelle du Sahel mais restent sous-représentées dans la vie publique. En termes de moyenne nationale, en 2017, les femmes n'occupent que 421 sièges dans les parlements ouest-africains représentant 16,1 % de l'ensemble des législateurs en Afrique de l'Ouest. À l'exception du Sénégal (42,7 %), les pays du Sahel se situent en dessous de la moyenne mondiale de 23,3 %. En plus des cadres internationaux auxquels les pays du Sahel font partis, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a adopté le Cadre

3 Analysis of 46 UNDP CPDs of African Countries (Annex)

4 UN, Long-Term Institution-Building, National Ownership Critical to Peacebuilding in Africa, Speakers Stress at Security Council Debate <https://www.un.org/press/en/2016/sct2465.doc.htm> accessed on 3 July 2020.

5 See Full Report <https://au.int/en/documents/20170129/report-proposed-recommendations-institutional-reform-african-union>

6 The African Governance Report (2018) p 34.

7 Bojang B.S., 'Critical Issues Affecting Africa's Development: Government, Democracy and Democratic Principles, and Governance as an Alternative for Socio-economic Development in Africa.' 2017.

8 Sobrinho M & Thakoor V, 'More sand than oil: Sub-Saharan Africa stands to gain more from reducing corruption than any other region.' <https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2019/09/pdf/tackling-corruption-in-sub-saharan-africa-sobrinho.pdf> accessed on 3 July 2020

9 See UNECA, High Level Panel on Illicit Financial Flows <https://www.uneca.org/iff> accessed 30 August 2020. See also AFD and Global Financial Integrity, Illicit Financial Flows and the Problem of Net Resource Transfers from Africa: 1980-2009 (2013).

10 UNDP, Stopping Illicit Financial Flows to boost growth in Africa (2017). https://www.africa.undp.org/content/rba/en/home/presscenter/articles/2017/08/stopping_illicit_financial_flows_to_boost_growth_in_africa.html accessed 30 August 2020.

11 UNDP, Illicit Financial Flows from the Least Developed Countries: 1990-2008 : Discussion Paper (2011) p 8 & 11

12 Mo Ibrahim Foundation, Agendas 2063 & 2030: Is Africa on Track? African Governance Report (2019) p 37.

13 As above.

14 Abdulmelik, Nebila and Belay, Tsion. Advancing Women's Political Rights in Africa: the Promise and Potential of ACDEG. Africa Spectrum, 2019, Vol. 54(2) 147-161

stratégique pour le genre et les élections (CSGE) et le Plan d'action de la CEDEAO en décembre 2016, suivi de l'Acte additionnel relatif à l'égalité des droits entre les femmes et les hommes pour le développement durable dans l'espace CEDEAO en 2017. Ceux-ci visent à atteindre l'égalité et l'équité entre les genres, à accroître la participation des femmes dans la prise de décision et à élargir les opportunités économiques des femmes en considérant le rôle critique des femmes dans le domaine du développement.

Les obstacles à la participation politique des femmes à la vie publique demeurent et comprennent des préjugés socioculturels, institutionnels et économiques. Le manque d'implication et d'inclusion des femmes dans la vie socio-économique et politique de ces pays peut affecter la capacité des pays à atteindre les objectifs de développement durables (ODD). En moyenne, l'Afrique perd environ 95 milliards de dollars américains par an en raison de la faible participation des femmes à la main-d'œuvre rémunérée et, en 2014, ce chiffre a grimpé jusqu'à 105 milliards de dollars. Un effort important pour changer la tendance a été stimulé en 2013 avec la visite de dirigeants des Nations Unies, de la Banque mondiale, de l'Union africaine, de la Banque africaine de développement et de l'Union européenne, au cours de laquelle un projet de 200 millions de dollars sur l'autonomisation et la démographie des femmes sahéniennes a été lancé. Plusieurs entités des Nations Unies et organisations internationales travaillant dans la région ont également adopté des stratégies et cadres individuels pour changer la donne. Pour parvenir à une gouvernance inclusive et durable dans la région du Sahel, il faut faire davantage pour atteindre la parité entre les genres. Dans la mesure où les pays sahéniens sont encouragés à nommer davantage de femmes à des postes de direction, il est également nécessaire de faire élire davantage de femmes au parlement.

La question de la participation des jeunes dans les sphères politiques et socio-économiques est centrale pour la gouvernance du Sahel. Le Sahel est la région la plus jeune du monde avec 64,5 % de ses habitants âgés de moins de 25 ans. En examinant les effets sur la sécurité d'une grande population de jeunes, Heinsohn (2003) confirme que lorsque les hommes âgés de 15 à 29 ans représentent plus de 30 % de la population d'un pays, le risque de rébellion, qu'il s'agisse de troubles violents ou non, augmente. Il souligne qu'une communauté qui connaît une importante cohorte de jeunes se dirige presque inévitablement vers des problèmes de sécurité. Bien que le dynamisme de la population sahénienne ait été en grande partie positif en stimulant la croissance et l'innovation de la population sahénienne, nombreux sont ceux qui associent le manque de services, d'espace politique pour l'innovation et de participation des jeunes à la gouvernance des pays de la région du Sahel à l'augmentation des problèmes de sécurité internes et frontaliers, notamment les conflits armés, les attaques terroristes extrêmes (par des groupes djihadistes tels que Boko Haram, Al-Qaïda ou des groupes affiliés à l'EIL, et les rebelles séparatistes touaregs) et le crime organisé. Au Mali, au Niger et au Burkina Faso, le regain d'activités liées au terrorisme a été attribué en grande partie à la facilité de recrutement des jeunes dans ces groupes radicalisés en raison de la mauvaise gouvernance et du manque d'opportunités dans leur propre pays.

Globalement, les prévisions indiquent que la population des jeunes du continent augmentera de 42 % d'ici 2030 et qu'elle pourrait doubler par rapport aux niveaux actuels d'ici 2055.¹⁵ Si cette situation démographique est porteuse de grandes opportunités, elle présente également des risques. La nature et le niveau de participation des jeunes aux processus politiques et socio-économiques détermineront en grande partie si l'explosion de la jeunesse aura des conséquences positives ou négatives.¹⁶ Cependant, les lacunes en matière de capacités à différents niveaux, parmi d'autres limitations, entravent la mobilisation effective des jeunes dans les processus de gouvernance en Afrique et au Sahel en particulier, ce qui suggère un besoin important de prendre des mesures en ce sens.¹⁷ En outre, les personnes en situation de handicap au Sahel continuent à faire face à des défis pour participer pleinement aux processus de gouvernance.¹⁸ Ces défis peuvent être attribués aux attitudes discriminatoires, aux inégalités et à la marginalisation ainsi qu'à d'autres barrières structurelles, sociales, politiques, institutionnelles et culturelles.¹⁹ Cette situation est très préoccupante si l'on considère que le continent compte une population de 80 millions de personnes vivant avec un handicap.²⁰

Les défis en matière de gouvernance auxquels les pays du Sahel sont actuellement confrontés sont susceptibles d'être exacerbés par le coronavirus (aussi appelée la COVID-19). Cette maladie a de graves conséquences sur le développement humain et a des répercussions importantes sur la santé, la sécurité sociale, la prestation de services, l'économie, la gouvernance, la paix et les activités humanitaires, entre autres. Comme l'indique le PNUD dans son offre COVID-19 Beyond Recovery : Towards 2030, « les gouvernements et les sociétés sont confrontés à des choix politiques, réglementaires et fiscaux sans précédent alors qu'ils luttent pour sauver des vies et mettre le cap sur un avenir durable » en raison de la COVID-19. La pandémie et les mesures prises pour la combattre ont considérablement perturbé les processus démocratiques et de gouvernance en Afrique, en imposant de fortes contraintes aux institutions des secteurs privé et public et en entraînant des limitations et des violations des droits humains et des libertés.²¹ Cela a contribué à marginaliser et à rendre plus vulnérables des populations déjà appauvries. Ainsi, les gouvernements subissent une pression importante pour surmonter la crise et l'incertitude causées par la COVID-19, fournir des services sur des plateformes numériques, permettre un accès équitable à la protection sociale et à l'information, et fonctionner de manière plus transparente, inclusive, responsable et efficace.²²

Outre les difficultés liées à la gouvernance, la COVID-19 soulève également de sérieux problèmes pour la paix et la sécurité en Afrique. Le Conseil de Paix et Sécurité (CPS) de l'UA s'est dit préoccupé par le fait que la COVID-19 a un retentissement négatif sur les activités de consolidation de la paix et de la sécurité sur le continent, dans le contexte des mesures en cours visant à réduire au silence les armes à feu en Afrique, y compris le détournement de fonds destinés à soutenir les opérations de soutien de la paix, la reconstruction post-conflit et les programmes de consolidation de la paix.²³ Dans le même temps, le CPS a souligné la nécessité de poursuivre les efforts en faveur de la paix pour relever les défis auxquels l'Afrique est confrontée en matière de paix et de sécurité, car les terroristes et les réseaux criminels ont profité de la distraction provoquée par la pandémie pour intensifier leurs activités.²⁴

15 United Nations, Office of Special Adviser, 'Youth Empowerment', <http://www.un.org/en/africa/osaa/peace/youth.shtml> accessed 03 July 2020.

16 L Tracey and E Kahuthia, 'Beyond rhetoric Engaging Africa's youth in democratic governance.'

17 AGA 2016-2020 African Governance Architecture Youth Engagement Strategy (AGA-YES)

18 See Leonard Cheshire Disability and Inclusive Development Centre (LCDIDC), Bridging the Gap: Examining disability and development in four African countries (2018). See also UNDP Guidance Note on Disability Inclusive Development (2018).

19 As above.

20 See Disability-World, Disability News: Africa <https://www.disabled-world.com/news/africa/> accessed 30 August 2020. See also Africa Studies Centre, University of Leiden, Disability News: Africa <https://www.ascleiden.nl/content/webdossiers/disability-africa#:~:text=71%20527%203354.-,Introduction,and%2080%20million%20in%20> Africa. accessed 30 August 2020.

21 APRM, Africa's Governance Response to COVID-19: Preliminary Report 2020.

22 UNDP, Beyond Recovery: Towards 2030 (2020) p 7.

23 Peace and Security Council Communiqué during the 918th Meeting 14 April 2020 Addis Ababa, Ethiopia PSC/PR/COMM. (CMXVIII).

24 APRM, Africa's Governance Response to COVID-19: Preliminary Report 2020 p 50 & 51

La prévalence des lacunes structurelles présentées pour la gouvernance dans le Sahel aggrave les difficultés en matière de consolidation de la paix et de la sécurité. Notamment, l'UA, les Communautés économiques régionales et les mécanismes de coordination régionale avec le soutien des Nations Unies et d'autres partenaires ont intensifié et renforcé leurs efforts pour empêcher, gérer et résoudre les conflits dans le but de réduire au silence les armes et de créer les conditions nécessaires pour un continent pacifique, intégré et prospère, conformément à l'Agenda 2063 et à l'Agenda 2030.²⁵ Malgré ces efforts, sur les 32 pays où des conflits armés actifs ont eu lieu en 2019, 15 se trouvaient en Afrique subsaharienne et quatre d'entre eux au Sahel.²⁶ En outre, le CPS de l'UA souligne que le fléau de l'extrémisme violent, du terrorisme, des trafics et de la criminalité transnationale organisée a « pris une ampleur et une intensité sans précédent sur le continent ».²⁷ Le défi posé par des frontières mal gérées et mal gouvernées a grandement contribué à l'ampleur accrue de l'expansion de ces activités criminelles.²⁸

Le CPS a noté que le fléau s'étend au-delà du Sahel, du bassin du lac Tchad et de la Corne de l'Afrique à des régions telles que l'Afrique australe, qui était jusqu'à présent épargnée.²⁹ Le rapport 2020 du PNUD sur la mesure de l'impact économique de l'extrémisme violent en Afrique indique que l'extrémisme violent a non seulement gravement touché les économies formelles mais aussi les économies informelles, qui ont tendance à être plus résilientes.³⁰ Le rapport indique qu'entre 2007 et 2015, on estime que le secteur économique informel en Afrique a subi des pertes d'environ 1 680 milliards de dollars américains en raison du terrorisme.³¹ La perturbation des marchés et du commerce transfrontalier informel due aux mesures de sécurité et à l'extrémisme violent a eu un impact disproportionné sur les conditions de vie et les moyens de subsistance des femmes.³² Le CPS note que la disponibilité et l'accès facile aux armes légères et de petit calibre (ALPC) illicites constituent toujours un défi important pour la consolidation de la paix et la résolution des conflits en Afrique.³³

La classification révisée des situations de fragilité et de conflit³⁴ pour la mobilisation du Groupe de la Banque mondiale (World Bank Group Engagement) est basée sur les données relatives aux décès dus aux conflits provenant du Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) et du Uppsala Conflict Data Project (UCDP). Elle est présentée dans la figure ci-dessous, qui met en évidence le nombre d'États africains³⁵:

Conflit à haute densité	Conflit de moyenne intensité	Grande fragilité institutionnelle et sociale
Afghanistan, République centrafricaine, Libye, Somalie, Soudan du Sud, Syrie et Yémen	Burkina Faso, Burundi, Cameroun, RDC, Irak, Mali, Niger, Nigeria, Soudan.	Comores, Congo, Érythrée, Gambie, Guinée-Bissau, Haïti, Kiribati, Kosovo, Liban, Liberia, Îles Marshall, Micronésie, Myanmar, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Tuvalu, Venezuela, Cisjordanie et Gaza (territoire), Tchad et Zimbabwe.
4/7 sont des pays africains	8/9 sont pays africains	8/21 sont des pays africains

Les changements climatiques sont susceptibles d'accroître la vulnérabilité aux conflits violents, tant au niveau communautaire qu'interétatique, dans les pays africains pauvres et vulnérables, en raison des pressions qu'il exerce sur les gouvernements en exacerbant l'insécurité alimentaire, les chocs économiques, la concurrence pour les ressources naturelles et les moyens de subsistance, ainsi que les migrations.³⁶ L'interaction du changement climatique avec des facteurs extérieurs — des relations fragiles entre l'État et la société; des systèmes de protection sociale inadéquats et fragiles; des systèmes, des institutions et des normes faibles; une corruption endémique et des inégalités sociales croissantes — peut générer ou exacerber des conflits violents.³⁷ En 2019, le CPS de l'UA a reconnu les liens inextricables entre le changement climatique et la paix et la sécurité et a déclaré que « le changement climatique est une menace existentielle multidimensionnelle et multi-niveaux pour la paix, la sécurité et la stabilité locales, nationales, régionales et continentales ».³⁸ La résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU 2349 (2017) sur le conflit dans le bassin du Lac Tchad a également noté que le changement climatique, aux côtés d'autres facteurs, exacerbe l'insécurité humaine dans la région. En réponse, les systèmes des Nations Unies ont créé un mécanisme de sécurité climatique, dont le PNUD est l'un des trois membres — avec le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (UNEP) et le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix (DPPA) —, qui a été établi pour renforcer la capacité de des entités des Nations Unies à analyser et à traiter les liens entre le changement climatique, la paix et la sécurité.

Les défis mis en évidence dans cette section exigent une approche solide pour renforcer les relations entre l'État et la société et les normes de gouvernance afin d'assurer une prestation de services efficace, d'assurer la sécurité humaine et les systèmes de protection sociale, d'améliorer la gouvernance responsable, transparente, inclusive et participative, la bonne gouvernance fiscale/la gestion des finances publiques, de renforcer les institutions et les cadres continentaux et les mécanismes solides en matière de droits humains et d'état de droit. Sur le front de la prévention des conflits et de la consolidation de la paix, les défis décrits dans cette section nécessitent

25 Report of the Peace and Security Council on its Activities and the State of Peace and Security in Africa, for the Period from February 2019 to February 2020.

26 Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) Yearbook 2020 p 2. Niger, Mali, Burkina Faso and Guinea have all seen intra-state conflicts over the past decade.

27 Report of the Peace and Security Council para 4.

28 The Draft African Union Border Governance Strategy (AUBGS) p 8.

29 Report of the Peace and Security Council para 4.

30 2020 UNDP Report on Measuring the Economic Impact of Violent Extremism in Africa p 22

31 UNDP Report on Measuring the Economic Impact of Violent Extremism in Africa (2020).

32 As above.

33 Report of the Peace and Security Council para 161.

34 World Bank Group, Revised Classification of Fragility and Conflict Situations for World Bank Group Engagement <https://www.worldbank.org/en/topic/fragilityconflictviolence/brief/harmonized-list-of-fragile-situations> accessed 03 July 2020.

35 As above

36 United Nations & World Bank, Pathways for Peace: Inclusive Approaches to Preventing Violent Conflict 2018 p xxi.

37 SIPRI Yearbook 2018 p 20 & 21.

38 The 828th meeting of the AU Peace and Security Council, an open session on the theme: "Climate Change Funding in line with the Africa Adaptation Initiative (AAI) to Contribute towards Peace and Security" 27 February 2019 <https://www.peaceau.org/en/article/the-828th-meeting-of-the-au-peace-and-security-council-an-open-session-on-the-theme-climate-change-funding-in-line-with-the-africa-adaptation-initiative-aa-i-to-contribute-towards-peace-and-security> accessed 30 August 2020.

une alerte précoce et une réponse rapide efficaces, une cohésion sociale renforcée et des infrastructures résilientes pour la paix, une gestion transfrontalière saine, la facilitation du dialogue et de la médiation, des processus, des mécanismes et des efforts de reconstruction efficaces en matière de réintégration, ainsi que des efforts concertés pour prévenir et faire face à l'extrémisme violent. Le PNUD soutiendra l'UA, les CER et les États membres pour répondre à ces demandes conformément à son Plan stratégique 2018-2021, au Document de programme régional du PNUD pour l'Afrique 2018-2021, au rapport Africa's Promise: The UNDP Renewed Strategic Offer in Africa en 2020 et au document du PNUD intitulé UNDP's Beyond Recovery: Towards 2030.

L'offre de gouvernance renouvelée est ancrée dans le concept de « gouvernance des choses », une approche du pouvoir, des institutions et de l'économie politique qui vise à garantir que la responsabilité, la transparence, la durabilité, l'inclusion et l'équité sont à la base du processus de gouvernance et constituent le résultat du développement humain. Elle vise à renforcer le réseau de principes, de systèmes et de processus interdépendants, ainsi que les lois et règlements commerciaux, civils et administratifs qui les sous-tendent, afin de permettre une approche normative et fondée sur les droits du développement et de la gestion des ressources humaines, socio-économiques et naturelles.³⁹

Le PNUD s'est engagé dans la région et a obtenu des résultats remarquables grâce à une myriade d'interventions en collaboration avec les acteurs régionaux, notamment l'UA, la CEDEAO, la Commission du bassin du Lac Tchad, l'Autorité du Liptako-Gourma et les pays du G5 Sahel. Certaines des initiatives comprennent des activités génératrices de revenus pour les femmes et les jeunes par le biais de la transformation alimentaire et de plateformes multifonctionnelles, de l'agriculture, de l'approvisionnement en électricité, de la construction/réhabilitation de petites infrastructures et de services sociaux de base, de la promotion des infrastructures nationales et locales pour la paix, de la formation des agents frontaliers et des communautés frontalières à la prévention de l'extrémisme violent, de la promotion de la cohésion sociale, de la prévention des conflits, des médiateurs internes, de la consolidation de la paix, de la réconciliation et des moyens de subsistance, des initiatives dans la région dévastée par les conflits, de l'insécurité alimentaire et de l'accès à la justice pour les communautés et les groupes marginalisés et vulnérables. Au total, environ 500 000 personnes le long des frontières (88 491 bénéficiaires directs et 411 509 bénéficiaires indirects) ont bénéficié de ces initiatives.

En outre, le partenariat avec les institutions régionales, les autorités nationales, les ONG et les OSC a été renforcé afin d'assurer une meilleure mise en œuvre de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel pour un impact plus important et durable. Des produits de connaissances ont également été élaborés afin de fournir un soutien factuel aux interventions programmatiques et aux objectifs 10, 16 et 17, offrant ainsi la possibilité d'un changement de paradigme global dans l'approche de la gouvernance et du développement en Afrique. On ne saurait trop insister sur l'urgence de mettre en œuvre l'Agenda 2030, de réaliser les ODD et l'Agenda 2063 de l'UA, en particulier au Sahel. Avec la paranoïa croissante sur les solutions militaires infructueuses au terrorisme et à l'insécurité au Sahel, le PNUD, une organisation connue à la fois pour son sens des valeurs et sa prise de risque, et pour sa capacité à tirer parti et à innover de ses propres connaissances et expériences, prend une mesure audacieuse pour recalibrer sa mobilisation afin de compléter les efforts en cours au Sahel.

La promesse de gouvernance du Sahel — peuple, paix et prospérité sera mise en œuvre à deux niveaux — dirigée par le PNUD à travers les 10 bureaux de pays et régional à travers les structures de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel qui comprennent les groupes de travail — gouvernance, sécurité et résilience. Le plan de soutien de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel qui a été adopté en 2018 a fourni le mécanisme d'harmonisation, de coordination et de partenariat avec les entités des Nations Unies dans la mise en œuvre du projet.

Contexte de la Programmation

L'offre de gouvernance du PNUD pour le Sahel est développée dans le contexte de divers cadres institutionnels et agendas mondiaux et régionaux qui exigent la promotion et la consolidation de la gouvernance démocratique. Le contexte de programmation inclut, mais n'est pas limité à:



L'ODD 5 appelle à mettre fin à toutes les formes de discrimination, de violence et de pratiques néfastes à l'égard des femmes et des filles ; à assurer la participation pleine et effective des femmes, leur représentation et l'égalité des chances en matière d'encadrement à tous les niveaux de décision et à entreprendre des réformes pour donner aux femmes des droits égaux aux ressources. L'objectif de gouvernance inclusive et de consolidation de la paix ne peut être atteint sans la réalisation des droits des femmes et la promotion de l'égalité des sexes. Ainsi, l'autonomisation et l'égalité des femmes ne doivent pas se limiter aux processus de gouvernance mais s'étendre aux initiatives de consolidation de la paix. Ceci est conforme à l'agenda « femmes, paix et sécurité » prévu par les résolutions 1325, 1828, 1888, 1889, 1960, 2106, 2122 et 2242 du Conseil de sécurité des Nations unies, ainsi que par des instruments clés tels que la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes en Afrique (Protocole de Maputo).

L'ODD 10 appelle à la réduction des inégalités au sein des pays et d'un pays à l'autre, afin que personne ne soit laissé pour compte. Les inégalités persistent en raison des déficits de gouvernance et de la faiblesse des structures institutionnelles, de la fragilité et des problèmes de paix et de sécurité. Avec la probabilité d'une aggravation des inégalités sociales, économiques et politiques existantes due à COVID-19, l'ODD 10 devrait orienter la mobilisation du PNUD en matière de gouvernance et de consolidation de la paix.

L'ODD 11 insiste sur la nécessité de faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables. La mise en place de villes et de communautés inclusives, sûres et durables nécessite des institutions démocratiques solides et une gouvernance locale participative et réactive qui assure une prestation efficace des services publics et des biens politiques. Cela exige l'inclusion et la participation de tous les citoyens, y compris les jeunes, les femmes, les personnes handicapées et les communautés vulnérables, aux processus de gouvernance afin de garantir la coexistence pacifique et la cohésion sociale.

³⁹ Internal document.

L'ODD 13 appelle à prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions. Compte tenu de l'impact de plus en plus évident du changement climatique sur les processus de gouvernance, la prévention des conflits, la paix et la sécurité en Afrique, il est impératif de prendre en compte les effets et les programmes en conséquence, à la lumière des travaux en cours menés par les entités des Nations Unies à cet égard, y compris le nouveau mécanisme de sécurité climatique.

L'ODD 16 souligne la nécessité de « promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous ». Il s'agit d'empêcher, gérer et résoudre les conflits, de promouvoir l'état de droit, d'améliorer l'accès à la justice et de renforcer les institutions de gouvernance pour garantir une prestation efficace et efficiente des services et des biens publics.

L'Agenda 2063 est le plan directeur et le cadre stratégique qui traduit l'aspiration des Africains à la transformation politique, sociale et économique du continent. L'Agenda 2063 fournit le programme de l'Afrique pour un développement inclusif et durable qui est motivé par la liberté, l'unité, l'autodétermination, le progrès et la prospérité collective de ses citoyens. En particulier, l'Aspiration 3 de l'Agenda 2063 souligne le désir « d'une Afrique de la bonne gouvernance, de démocratie, de respect des droits de l'homme, de la justice et de l'état de droit ». En outre, l'Aspiration 4 exprime le désir « d'une Afrique vivant dans la paix et la sécurité ». L'Aspiration 6 appelle à un développement axé sur les populations, notamment celles des femmes et des jeunes. L'objectif 17 de cette aspiration appelle à la pleine égalité entre les hommes et les femmes dans tous les domaines de la vie. Il exprime l'aspiration à l'autonomisation des femmes et des filles ainsi qu'à la lutte contre la violence et la discrimination à l'égard des femmes et des filles en Afrique.

L'Architecture Africaine de Gouvernance (AAG) est un mécanisme établi pour coordonner le travail de toutes les institutions et organes de l'UA qui ont pour mandat la démocratie, la gouvernance et les droits de l'homme en Afrique. L'objectif de l'AAG est la promotion et la réalisation de la gouvernance, de la démocratie et des droits de l'homme, conformément à l'Acte constitutif de l'UA et aux autres instruments de l'UA relatifs à la démocratie, à la gouvernance et aux droits de l'homme. La programmation du PNUD sur la gouvernance en Afrique peut bénéficier des connaissances pratiques et de l'expérience que l'AAG a acquises et consolidées en matière de gouvernance, de démocratie et de droits humains en Afrique.

L'Architecture Africaine de Paix et de Sécurité (APSA) a été créée conformément au protocole de paix et de sécurité de l'UA. Les objectifs, principes et valeurs de l'APSA visent la prévention, la gestion et la résolution des conflits en Afrique ainsi que la reconstruction et le développement post-conflit en Afrique. Il est donc nécessaire que la programmation du PNUD sur la consolidation de la paix en Afrique prenne en considération les connaissances, l'expérience et les activités de l'APSA en matière de prévention et de gestion des conflits et de consolidation de la paix.

Le Plan stratégique 2018-2021 du PNUD décrit l'engagement du PNUD à soutenir les efforts des pays pour éradiquer la pauvreté sous toutes ses formes avec l'objectif de promouvoir le développement durable et de créer des communautés résilientes. Le PNUD est mandaté par les États membres des Nations Unies pour être la plateforme d'appui du système de développement de l'ONU assurant une fonction d'intégrateur pour soutenir les pays dans leurs efforts de mise en œuvre de l'Agenda 2030. Le Plan stratégique fournit des solutions de signature à adapter pour diverses solutions de développement conformément à ce mandat. La solution de signature 2 se concentre sur le renforcement d'une gouvernance efficace, inclusive et responsable afin d'améliorer le développement durable et la sécurité humaine. La solution de signature 3 met l'accent sur la mobilisation du PNUD à soutenir les capacités nationales et de relèvement des communautés résilientes, en particulier pour faire face à l'impact des catastrophes et des situations d'urgence sur la sécurité humaine. Cet engagement est opportun compte tenu de l'impact de COVID-19 sur différents pays d'Afrique. La solution de signature 6 souligne l'importance de renforcer l'égalité et l'autonomisation des femmes. Le Plan stratégique est le document directeur des efforts du PNUD pour soutenir la création de voies vers des communautés pacifiques, démocratiques, justes et inclusives. Le prochain processus de planification stratégique débutera en 2020, et l'Offre pour la gouvernance et la consolidation de la paix en Afrique en sera la base.

Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel: Les défis de développement persistants au Sahel ont attiré l'attention du Conseil de sécurité des Nations Unies d'où l'adoption de la Stratégie intégrée des Nations unies pour le Sahel — *United Nations Integrated Strategy for the Sahel (UNISS)* — en 2013, avec trois piliers : Gouvernance, Sécurité et Résilience comme réponse intégrée et bien coordonnée à la crise du Sahel. En 2018, un Plan de soutien de la Stratégie a été élaboré pour intensifier les efforts visant à promouvoir une plus grande cohérence, coordination et collaboration entre les parties prenantes pour un développement durable accéléré de la région. Ceci a été à l'appui des efforts en cours pour promouvoir la paix, la stabilité et le développement inclusif et d'autres initiatives par les gouvernements concernés, d'autres entités des Nations Unies, des organisations régionales et d'autres partenaires conformément à la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU 2391 (2017). Ces efforts, combinés au déroulement de la Décennie d'action des Nations Unies pour la mise en œuvre des ODD, sont un facteur supplémentaire de galvanisation pour une dynamique soutenue au Sahel.

La Promesse de l'Afrique: l'Offre stratégique renouvelée du PNUD en Afrique 2020 — Africa's Promise : The UNDP Renewed Strategic Offer in Africa 2020 — vise à « renforcer la position du PNUD en tant que principal catalyseur et intégrateur de l'Afrique pour les agendas 2030 et 2063 ». La Promesse de l'Afrique et son plan de mise en œuvre mobilise le PNUD à soutenir les populations, les gouvernements et les institutions d'Afrique dans leurs efforts pour consolider les acquis récents et relever efficacement les défis qui subsistent, tels que la faiblesse des institutions de gouvernance, les inégalités persistantes, la croissance rapide de la population, la montée de la violence, le ralentissement de l'industrialisation et le changement climatique.

Plans nationaux de développement des pays du Sahel: Les pays restent le point d'ancrage des mesures et initiatives régionales et sous-régionales afin de répondre aux priorités identifiées à travers leurs Plans Nationaux de Développement.

- Le plan de relance et de croissance de l'économie nigériane (2017-2020) met l'accent sur l'élimination des obstacles à la croissance, sur le renforcement du pouvoir du secteur privé, sur la promotion de la cohésion nationale et de l'inclusion sociale et permet aux marchés de fonctionner librement tout en respectant les valeurs fondamentales inscrites dans la constitution.
- Le Plan Émergent sénégalais (PSE 2014 - 2018) se concentre sur la transformation structurelle de l'économie et sur la croissance

- par le capital humain, le bien-être et le développement durable, la gouvernance, la paix et la sécurité.
- Le plan d'action du gouvernement malien (2013-2018) et son cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable (CREDD) 2019-2023) promeut des institutions fortes et crédibles, le renforcement de la sécurité des personnes et des biens sur l'ensemble du territoire national, la mise en œuvre d'une politique de réconciliation nationale, la construction d'une économie émergente et la mise en œuvre d'une politique active de développement.
- Le Plan national de développement économique et social du Burkina Faso (PNDES) 2016-2020) privilégie une croissance économique forte, durable et inclusive au travers de la transformation structurelle de l'économie et complète le Programme présidentiel qui vise à construire, avec le peuple, un pays démocratique, de progrès économique et social, de liberté et de justice.
- Le Plan de Développement Économique et Social du Niger (PDES) 2017-2021) a été préparé dans un contexte de menaces permanentes pour la sécurité, d'immigration clandestine, de baisse des prix des matières premières et de dérèglement climatique, en mettant l'accent sur la renaissance culturelle ; le développement social et la transition démographique ; l'accélération de la croissance économique ; l'amélioration de la gouvernance ; la paix et la la l'environnement durable.
- Dans le « Tchad Que nous Voulons (2017 - 2021) », le Plan national de développement du Tchad met l'accent sur l'accélération des transformations structurelles dans les secteurs du social, de la gouvernance et de l'état de droit, économique et environnemental. Il s'agit notamment d'œuvrer pour un Tchad en paix, respecté et investi dans son environnement régional et international ; offrir à chaque citoyen la possibilité d'accéder à l'eau et à la santé, au logement, à l'énergie et à la mobilité ; et construire un Tchad dynamique, performant sur le plan économique et respectueux de l'environnement.
- Les priorités clés de la Vision 2035 du Cameroun sont la stabilité macroéconomique, la diversification de l'économie, la revitalisation du secteur privé afin de fournir des services sociaux, le développement des infrastructures de base et des ressources naturelles, tout en protégeant l'environnement, la création de liens plus étroits avec les pays voisins en matière de commerce, de finance, de transport, de sylviculture, d'éducation et de tourisme, le renforcement des ressources humaines et des services sociaux, l'intégration des groupes vulnérables dans l'économie et la promotion de la bonne gouvernance.
- Le PND de la Gambie (2018 - 2020) a pour objectif de garantir une bonne gouvernance et responsabilité, la cohésion sociale et la réconciliation nationale, en portant une attention particulière à la relance et à la transformation de l'économie pour le bien-être de tous les citoyens gambiens.
- La Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP) 2016-2030 de la Mauritanie vise à construire une société prospère avec une croissance économique forte, inclusive et durable afin de répondre aux besoins fondamentaux de tous les citoyens et leur garantir un accès au bien-être. La SCAPP prévoit de réaliser les changements structurels nécessaires pour construire une société orientée sur le bien-être, le renforcement de la cohésion sociale et de la justice sociale.
- Le gouvernement guinéen s'est engagé à s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté persistante à travers sa vision, à plus long terme, d'une Guinée prospère et émergente d'ici 2040, conformément à l'Agenda 2030 des Nations Unies et à l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Cet objectif sera traduit, en pratique, au travers des quatre domaines prioritaires stratégiques du Plan National de Développement Économique et Social (PNDES), à savoir : (i) la promotion de la bonne gouvernance au service du développement durable ; (ii) une transformation économique durable et inclusive ; (iii) le développement inclusif du capital humain; et (iv) la gestion durable du capital naturel.

Approches Transversales

En se fondant sur les principes directeurs décrits ci-dessus, cette Offre adoptera plusieurs approches transversales afin de remplir sa mission principale et de faire des avancées dans ses objectifs stratégiques et secteurs à fort potentiel.

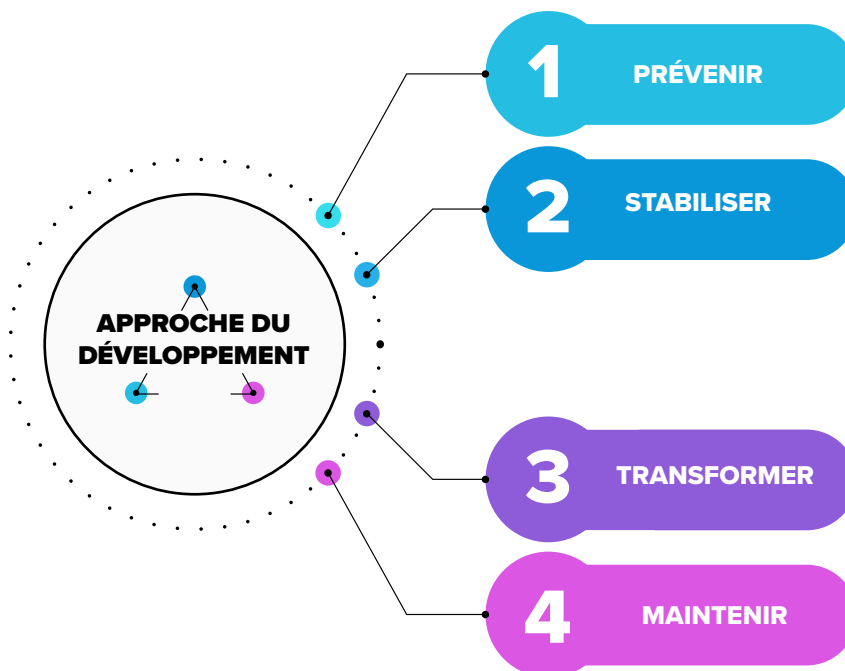
- Travailler avec les jeunes, et en faire des acteurs essentiels et des partenaires égaux pour mettre en place des systèmes de gouvernance efficaces et contribuer à la consolidation de la paix pour les générations actuelles et futures.
- Adopter une approche réfléchie et sensible à la justice de genre - en accordant une attention particulière à la manière dont les femmes, dans leur diversité, soient concernées par les programmes et y contribuent, et en élaborant des programmes qui reflètent leurs besoins particuliers, leurs défis et le libre arbitre des femmes et des filles.
- Exploiter la technologie et l'innovation afin de faire des progrès en matière de gouvernance et de consolidation de la paix.
- Prendre conscience du rôle que peuvent jouer les personnes marginalisées et raviver leur sentiment d'identité, de dignité et d'utilité - travailler en collaborant avec elles plutôt que pour elles, co-crée des programmes et des initiatives car elles sont les mieux placées pour trouver des solutions à leurs défis, ce qui garantira une durabilité et un meilleur résultat renforçant la confiance et la maîtrise du processus.
- Un espace et un engagement civique renforcés - promouvoir un environnement adapté au bon fonctionnement de la société civile, y compris au développement de ses capacités et de son réservoir de ressources afin de créer une société civile dynamique et solide en vue d'une plus grande responsabilité sociale, et pour favoriser la réalisation des objectifs définis dans la présente offre, ainsi que garantir des résultats durables, au-delà de 2025, date à laquelle la présente offre prendra fin.
- Se concentrer sur les zones transfrontalières - accorder une attention particulière aux défis spécifiques de gouvernance et de sécurité dans ces zones, en reconnaissant que les perspectives et les défis de gouvernance et de consolidation de la paix nécessitent souvent une approche au niveau frontalier en raison de leur nature transnationale.
- Partenariats stratégiques - Renforcer et élargir la collaboration, la coopération et les partenariats stratégiques avec d'autres agences des Nations Unies, des partenaires multilatéraux et bilatéraux, des organisations régionales, notamment l'Union africaine, les communautés économiques régionales et les autres organisations régionales telles que la CEDEAO, la CEEAC, la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT), l'Autorité du Liptako-Gourma et le G5 Sahel.
- Reconnaître les effets causés par le changement climatique - Les changements climatiques ont de nombreuses conséquences socio-économiques et politiques, notamment sur la fourniture de services et la participation à la gouvernance, entre autres. Les effets sont ressentis de manière plus prononcée par les populations les plus vulnérables et les plus marginalisées, parmi lesquelles les femmes et les filles représentent la majeure partie. En gardant cela à l'esprit, cette Offre sera attentive aux incidences et aux implications du changement climatique dans les différents axes de travail décrits ci-après.

STRATÉGIE



Photo: UNICEF Burkina Faso

Exposés à de graves menaces terroristes, les gouvernements de la région mobilisent de plus en plus de ressources pour faire face aux problèmes de sécurité, au lieu d'investir dans des structures de gouvernance durables. Les défis, lorsqu'ils sont à l'échelle nationale, sont également transfrontaliers et fortement connectés, car ils sont liés à plusieurs facteurs englobant toute la région du Sahel tels que la pauvreté, les inégalités, les effets des changements climatiques sur les moyens de subsistance durables des populations, la forte croissance démographique, ceci engendrant des tensions pour l'accès aux services sociaux de base, etc. De manière générale, la confiance de la population dans les structures étatiques officielles est faible, tandis que les griefs sont élevés. Cela a donc donné naissance au concept d'espaces « non gouvernés » - où l'autorité de l'État est partiellement ou totalement absente. Il devient urgent d'adresser la nécessité d'étendre l'autorité de l'État évitant de créer des vides, tout en assurant l'engagement actif de la population dans la prise de décision ainsi que dans toutes les initiatives de développement. Les structures de leadership traditionnelles ont conservé leur légitimité et leur autorité pendant de nombreuses décennies et jouissent toujours d'une grande confiance, offrant ainsi une porte d'entrée importante pour la promotion d'une gouvernance inclusive. À l'inverse, la gouvernance locale et les structures de l'administration publique ont été lourdement affectées par la crise multidimensionnelle du Sahel. Alors que l'administration locale est, dans l'ensemble, toujours en place bien qu'affaiblie dans les pays jouissant d'une stabilité relative, elle est largement dysfonctionnelle ou inexistante dans les zones exposées aux conflits.



Points sensibles

le Bassin du lac Tchad, le triangle Liptako Gourma ; le centre du Mali, le Burkina Faso : existence d'un conflit actif/ insécurité largement répandue, faible développement humain ; des problèmes de gestion transfrontalière, un extrémisme violent, le stress lié aux changements climatiques - Cette zone nécessite une stabilité entière en gardant une attention particulière sur la transformation et la durabilité.

Risque/Développement de rattrapage

la Mauritanie, le Burkina Faso - Les régions du centre et de l'ouest, le Tchad ; sont caractérisés par une faible insécurité, une croissance économique mais des inégalités croissantes, l'exclusion, la marginalisation. Le programme se concentrera sur des activités orientées vers la transformation, avec un programme de prévention qui prévoit l'autonomisation socio-économique en proposant des alternatives pour les jeunes et les femmes.

Zones non affectées

le Sénégal, la Gambie; Ces zones créeront une occasion unique de dévoiler le charme de la vie au-delà des crises. Ici, l'accent est mis sur les programmes de durabilité et de développement standard à travers une vision préventive, environnementale et durable.

La promotion de gouvernance du PNUD pour le Sahel vise donc à « redynamiser le contrat social, assurer la cohésion sociale et améliorer les relations entre l'État et la société pour des sociétés justes, pacifiques et inclusives en Afrique ». Reconnaisant les multiples difficultés dans la région et dans les pays du Sahel, le programme propose différents volets de soutien afin de refléter les spécificités des pays et cherche à transformer les priorités identifiées en changements durables. Reconnaisant que les pays du Sahel font face aux défis décrits à des degrés différents, le programme n'est pas une réponse unique mais est plutôt conçu pour apporter une solution adaptée aux points sensibles de chacun, aux développements à risque/ de rattrapage et aux zones non affectées.

L'objectif global est par conséquent de renforcer la prévention, la stabilisation, la transformation et la durabilité du Sahel. Alors que le contexte de développement de chaque communauté déterminera le point d'entrée, l'Offre est construite autour de trois objectifs stratégiques connexes, interdépendants et synergiques, à savoir:

- L'amélioration des relations entre l'État et la société;
- Le renforcement des normes, systèmes et institutions de gouvernance; et
- Le renforcement de la prévention des conflits et de la consolidation de la paix.

Une telle approche globale vise à garantir que les investissements dans les domaines essentiels de la gouvernance soient orientés vers le renforcement de la cohésion sociale et la prévention des conflits, et que les investissements destinés à la consolidation de la paix et à la cohésion sociale jetteront les bases pour une paix durable, même dans les zones en apparence pacifiques. En plus d'aborder ces défis sous un angle interrégional et multinational, la stratégie du programme tient en compte les variations contextuelles au sein des pays et des régions frontalières et permet ainsi une adaptation différente des activités:

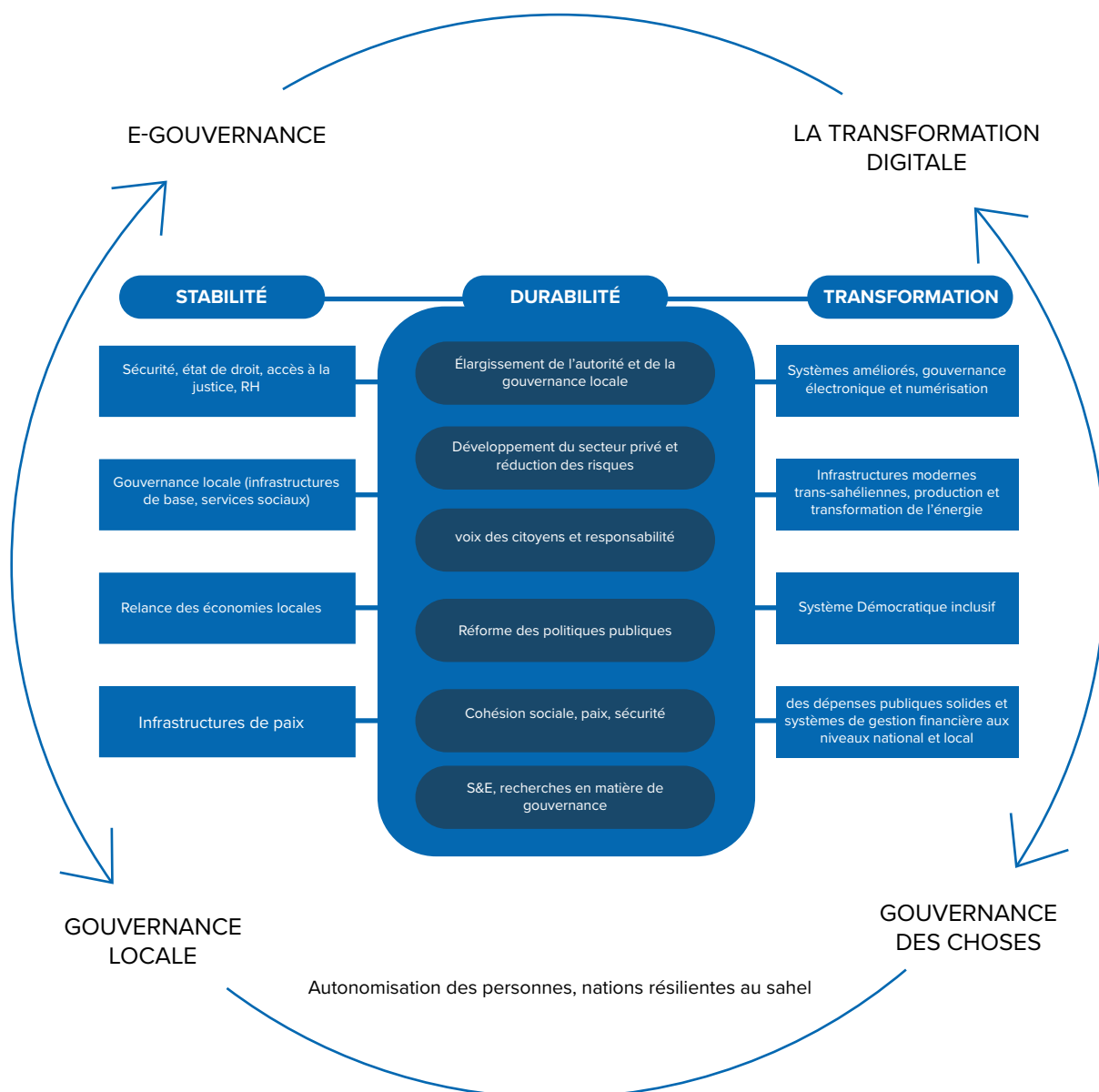
- Points sensibles/ prévenir et stabiliser/ maintenir : le Bassin du lac Tchad, le triangle Liptako Gourma ; le centre du Mali, le Burkina Faso : existence d'un conflit actif/ insécurité largement répandue, faible développement humain ; des problèmes de gestion transfrontalière, un extrémisme violent, le stress lié aux changements climatiques - Cette zone nécessite une stabilité entière en gardant une attention particulière sur la transformation et la durabilité.
- Risque/ Développement de rattrapage/transformation/durabilité, la Mauritanie, le Burkina Faso - Les régions du centre et de l'ouest, le Tchad ; sont caractérisés par une faible insécurité, une croissance économique mais des inégalités croissantes, l'exclusion, la marginalisation. Le programme se concentrera sur des activités orientées vers la transformation, avec un programme de prévention qui prévoit l'autonomisation socio-économique en proposant des alternatives pour les jeunes et les femmes.
- Zones non affectées/prévenir/transformer/soutenir le Sénégal, la Gambie ; Ces zones créeront une occasion unique de dévoiler le charme de la vie au-delà des crises. Ici, l'accent est mis sur les programmes de durabilité et de développement standard à travers une vision préventive, environnementale et durable.

Au cœur de ce projet se trouvent les principales leçons tirées de l'examen des programmes nationaux passés et actuels du PNUD dans le Sahel, lesquels donnent lieu à plusieurs enseignements importants, qui doivent être pris en compte dans la conception et la mise en œuvre d'interventions spécifiques dans les pays de la région:

- La prise de conscience progressive de l'amélioration de la gouvernance et des nombreux effets sur tout le système de développement, de santé, d'éducation et de résilience.
- Reconnaître l'existence d'une opportunité pour repenser les actions de développement d'une manière plus concrète, orientée sur les personnes étant donné qu'il existe un constat commun et innovante dans la région étant donné qu'il existe un constat commun selon lequel les efforts de développement classiques sont inefficaces, insuffisantes et ne sont pas durables, et que le concept de résilience est de plus en plus pris en compte dans le discours de haut niveau de l'agenda du développement.

Théorie du Changement

Énoncé du problème : le contexte de gouvernance et de consolidation de la paix en Afrique est marqué par des déficits de gouvernance ainsi que par une insécurité et des conflits persistants. La rupture du contrat social, la détérioration des relations entre l'État et la société et la cohésion sociale, le dysfonctionnement et/ou la faiblesse des systèmes, des structures et des institutions, et l'adoption inadaptée de normes affaiblissent la capacité de l'État à bien gouverner, à prévenir les conflits et à maintenir la paix au Sahel.



Obstacles au changement: comme le détaille l'analyse contextuelle ci-dessus, un certain nombre de facteurs font obstacle au changement, y compris, mais pas seulement : les tensions qui persistent, la nature transfrontalière de l'insécurité et des conflits qui accentue les inégalités préexistantes, les injustices et les impunités ; les violations des droits de l'homme ; les inégalités entre les sexes qui perdurent ; les normes et pratiques régressives et d'exclusion ; les lois, politiques et institutions discriminatoires qui ne prévoient pas de recours aux violations futures ou ne les préviennent pas, ni de systèmes, mécanismes et institutions. Ces éléments conduisent à une rupture de la confiance et à une détérioration des relations entre les gouvernés et les gouvernants. Les moyens limités pour faire face à ces obstacles ont une conséquence négative sur la capacité des gouvernements au Sahel à pouvoir atteindre leurs objectifs de gouvernance et de consolidation de la paix, à savoir des sociétés justes, pacifiques et inclusives.

Hypothèse de changement principale: la théorie du changement pour la Promesse de Gouvernance pour Stabiliser, Soutenir et Transformer le Sahel du PNUD adopte une approche globale de la société examinant les systèmes, les institutions, les personnes et les procédures ainsi que leurs rapports. Le PNUD propose une Offre cohérente, complémentaire et harmonisée qui évite ainsi le risque d'une gouvernance et d'une consolidation de la paix cloisonnées, en assurant notamment une cohérence verticale et horizontale - un alignement et une harmonisation entre les secteurs et ce à différents niveaux. Alors que l'Offre fournit un guide général pour le travail du PNUD dans les domaines de la gouvernance et de la consolidation de la paix au Sahel, elle reconnaît que le soutien doit être adapté aux contextes et aux besoins spécifiques des 10 pays du Sahel et des zones géographiques transfrontalières identifiées où le PNUD opère, en tenant compte de leurs contextes, de leurs trajectoires et de leurs réalités particulières très différentes, y compris le large éventail des systèmes de gouvernance et des caractéristiques particulières liées à la sécurité de chacun.

La Promesse de Gouvernance pour Stabiliser, Soutenir et Transformer le Sahel reconnaît que le changement n'est pas linéaire et n'est pas toujours progressif mais qu'il est plutôt multidimensionnel et si des étapes importantes peuvent être atteintes, une régression est également possible. Il est donc impératif d'adopter et d'adapter des mesures qui renforcent la durabilité et protègent l'Offre contre une probable régression. En outre, cette théorie du changement est guidée par la certitude que les changements ne peuvent être obtenus et durables que si l'on utilise une approche multisectorielle et multidimensionnelle abordant les problèmes à différents niveaux et dans divers secteurs.

L'Offre a conscience que le changement qu'elle espère - **revitaliser le contrat social, assurer la cohésion sociale et améliorer les relations entre l'Etat et la société pour des sociétés justes, pacifiques et inclusives au Sahel** - ne se produira que progressivement et prendra plus de cinq ans - la durée de cette Offre - pour se concrétiser. Il est donc évident que le rôle de cette Offre est de contribuer au changement souhaité - et de le faire en collaboration et en concertation avec les différents partenaires - en premier lieu les organisations de la société civile, les homologues gouvernementaux, les acteurs du secteur privé et les agences des Nations Unies concernées.

Cette théorie du changement reconnaît que l'engagement, la collaboration et la coordination avec les parties prenantes et les partenaires concernés sont essentiels pour le renforcement de la propriété, la légitimité, la construction de synergies, la prévention de la répétition et de la fragmentation et finalement la réalisation de l'objectif global de l'offre. Cela découle également d'une prise de conscience des limites de l'action individuelle, de la force du collectif et de l'importance de tirer parti de l'éventail de compétences et de ressources des différents acteurs. Il s'agit notamment de travailler conjointement à la planification, l'application, la mobilisation des ressources et le partage des données, l'analyse en tenant compte des leçons tirées.

L'Offre est marquée par la nécessité d'une approche fondée sur les droits de l'homme, ainsi que d'une démarche respectueuse de l'égalité des sexes, tant en matière de gouvernance que de consolidation de la paix. Dans cette perspective, la théorie du changement repose sur la conviction que les progrès seront plus rapides si l'on se concentre de manière concertée, délibérée et réfléchie sur les personnes les plus en marge - en reconnaissant leur rôle, et ainsi pouvoir travailler de concert avec elles plutôt qu'à leur place afin d'obtenir des résultats effectifs, et en les plaçant au centre de tous les efforts. Il s'agit là de la pierre angulaire de la théorie du changement pour cette Offre, et celle qui guide les interventions.

Cette Offre s'appuie et complète les modèles et programmes existants dans le Sahel, ainsi que les enseignements tirés de décennies d'expérience dans ce domaine, tout en tenant compte des particularités de notre époque. Les objectifs stratégiques et les secteurs ciblés sont déterminés en tenant compte de l'expérience et de l'expertise du PNUD dans ce domaine, ainsi que de son avantage comparatif par rapport aux autres partenaires. Ce faisant, la théorie du changement reconnaît l'importance de la flexibilité, de la capacité à anticiper l'évolution des besoins et des situations, à modifier les priorités lorsque les circonstances l'exigent, à se préparer et à répondre de manière adéquate et opportune aux problèmes nouveaux et imprévus. Cette théorie du changement est donc un document de travail qui peut être revu et recalibré si nécessaire.

La revitalisation du contrat social, la garantie de la cohésion sociale et l'amélioration des relations entre l'État et la société pour des sociétés justes, pacifiques et inclusives au Sahel sera possible lorsque les relations entre l'État et la société seront améliorées ; lorsque les normes, les systèmes et les institutions de gouvernance seront renforcés ; et lorsque la prévention des conflits structurels, la consolidation de la paix et la résilience seront développées. Cette théorie du changement suppose que les trois grands objectifs stratégiques, interdépendants et complémentaires, jouent un rôle de catalyseur - individuellement et collectivement - dans la réalisation de l'objectif global de l'Offre.

Les relations entre l'État et la société sont entravées par les déficits de gouvernance, notamment la fourniture inégale et inefficace de services qui ne sont accessibles qu'à quelques privilégiés ; par des mécanismes de protection sociale inadaptés ou inexistantes qui aggravent l'insécurité humaine ; et par des régimes autocratiques et autoritaires qui renforcent leur pouvoir. Remédier à ces déficits de gouvernance contribuera à améliorer les relations entre l'État et la société et, par extension, à revitaliser le contrat social, condition préalable à la création de sociétés justes, pacifiques et inclusives.

Les normes, systèmes et institutions de gouvernance qui sont solides et indépendants constituent une base sûre pour des sociétés justes, pacifiques et inclusives. Le renforcement de ces normes, systèmes et institutions peut être réalisé en apportant un soutien à une bonne gouvernance fiscale ou à la gestion des finances publiques, aux institutions et mécanismes continentaux, aux droits de l'homme et aux principes de l'État de droit. Le renforcement de ces normes, systèmes et institutions créera un environnement favorable et

propice, qui permettra de renforcer et d'accélérer la mise en œuvre des trois autres objectifs stratégiques. La prévention des conflits structurels et la consolidation de la paix passent d'abord par la prise en compte des carences en matière de gouvernance - qui sont visées par les deux premiers objectifs stratégiques - à savoir l'amélioration des relations entre l'État et la société et le développement des normes, systèmes et institutions de gouvernance. Le troisième objectif stratégique s'appuie sur cela afin d'inclure des éléments visant à renforcer la cohésion sociale et les infrastructures pour la paix, à améliorer les mécanismes d'alerte précoce et de réaction (SAPR) et à mieux gérer les flux transfrontaliers. La consolidation de la paix est facilitée par le dialogue, la médiation et la recherche d'accord ; les efforts visant à prévenir l'extrémisme radical ; et le développement des méthodes et mécanismes de réintégration, de stabilisation et de reconstruction.

L'Offre s'efforcera de remédier aux fragilités structurelles, aux inégalités et aux griefs existants - dans le but de revitaliser le contrat social et de prévenir, d'atténuer et de résoudre les conflits en travaillant dans les pays et les régions transfrontalières qui n'ont pas connu de conflit, dans ceux qui sont sur le point de faire face à des conflits, dans les zones de conflit et dans les zones d'après-conflit; en adaptant la stratégie à chaque contexte pour garantir des résultats durables.

En fonction des leçons et de l'expérience tirées de la mise en application de l'Offre, des adaptations et des changements seront entrepris. La résolution des problèmes structurels contribue à mettre un terme aux graves difficultés qui ont freiné la pérennisation de la gouvernance démocratique et de la consolidation de la paix. La communication et la visibilité permettent non seulement de rallier davantage des parties intéressées, mais aussi d'assurer la transparence et la responsabilité tout au long de la période de mise en œuvre de l'Offre.

Preuves à l'appui de l'approche; La Théorie du Changement utilisée pour cette Offre est conforme à la fois à la théorie et à la pratique dans ce domaine. Reconnaître l'importance des droits de l'homme - ce que fait cette Offre en adoptant une démarche centrée sur les droits de l'homme à la fois pour la gouvernance et la consolidation de la paix à travers ses trois objectifs stratégiques - a été identifié comme une stratégie déterminante pour parvenir à une situation de paix et de développement durable. Cela a été rappelé dans les Objectifs de développement durable, ainsi que dans le Rapport 2015 du Groupe indépendant de haut niveau sur les opérations de paix des Nations Unies, entre autres.⁴⁰ Par ailleurs, la réciproque est tout aussi vraie, à savoir que les droits de l'homme peuvent être protégés et promus par une gouvernance saine et des mécanismes de consolidation de la paix, y compris le renforcement des institutions de gouvernance, l'amélioration de la prestation de services, le développement de l'état de droit et la lutte contre l'impunité. C'est ce qu'affirme un rapport du HCDH reposant sur vingt et une études de cas réalisées dans le monde, dont quatre en Afrique.⁴¹

L'approche consistant à envisager la gouvernance et la consolidation de la paix conjointement, en reconnaissant la nature interdépendante des deux, a été soutenue par les résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies et du Conseil de sécurité des Nations Unies en avril 2016 qui « reconnaît la nature intrinsèquement politique des efforts de prévention des conflits et élimine de manière efficace la distinction entre la consolidation de la paix après-conflit avec d'autres formes de prévention, y compris les initiatives liées au développement (telles que les initiatives de gouvernance) ». ⁴²

La participation, la représentation et le leadership des femmes dans le processus de paix et de prise de décision seront encouragés à travers les différents objectifs stratégiques et les secteurs à fort potentiel. On ne saurait trop insister sur l'impératif de le faire, surtout si l'on en croit les faits. Une étude de 2016, portant sur 40 actions pour la paix, a démontré que lorsque les femmes étaient engagées de manière effective dans les négociations, de nombreux résultats positifs étaient observés, notamment une probabilité importante qu'un accord soit conclu, qu'il soit appliqué et que la paix soit instaurée. ⁴³

La transformation de la gouvernance sera possible lorsque le Sahel « relèvera les défis liés aux déficits démocratiques, à la faiblesse des relations entre l'État et la société, à l'incapacité de combattre les causes profondes de la violence et à la marginalisation de la société civile ». ⁴⁴ Les objectifs stratégiques et les domaines prioritaires définis dans l'Offre visent à atteindre cet idéal en s'attaquant aux déficits de gouvernance, en centrant les efforts sur l'amélioration des relations entre l'État et la société, en revitalisant le contrat social, en améliorant la cohésion sociale et en luttant contre la marginalisation, l'exclusion et la discrimination.

40 See *Uniting Our Strengths for Peace: Politics, Partnership and People*, UN Report of the High-Level Independent Panel on United Nations Peace Operations, 2015

41 *Good Governance Practices for the Protection of Human Rights*. OHCHR. New York and Geneva. 2007. <https://www.ohchr.org/Documents/Publications/GoodGovernance.pdf>

42 Ojielo, Ozzonia and Kaye, Josiah. *Transforming governance in Africa: Is a new concept of governance the key to accelerating the prosperity agenda?* March 2017. Think Piece.

43 Thania Paffenholz and others, *Making Women Count-Not Just Counting Women: Assessing Women's Inclusion and Influence on Peace Negotiations*, Geneva: Inclusive Peace & Transition Initiative (The Graduate Institute of International and Development Studies) and UN Women(2016)

44 Ojielo, Ozzonia and Kaye, Josiah. *Transforming governance in Africa: Is a new concept of governance the key to accelerating the prosperity agenda?* March 2017. Think Piece.

RÉSULTATS ET PARTENARIATS



Photo: UNICEF Cameroon

Résultats attendus

Compte tenu du contexte unique dans les pays du Sahel, énuméré plus haut, des efforts déployés de concert aux niveaux mondial, régional et national sont nécessaires pour répondre au besoin urgent d'action et permettre l'obtention de résultats stratégiques dans le cadre de cette Décennie d'Action. Outre la menace sécuritaire généralement évoquée, le déficit de développement et les effets du changement climatique tels que la désertification (qui progresse à un rythme de 1 à 10 kilomètres par an), les sécheresses et les inondations, le Sahel est une région dotée d'un capital humain, économique et social impressionnant. Si ces atouts étaient renforcés par un système de gouvernance efficace, le Sahel connaîtrait une transformation rapide et durable. Le projet s'appuie sur le potentiel des populations du Sahel ainsi que sur les richesses culturelles, naturelles et écologiques du Sahel pour mettre en œuvre une nouvelle promesse menant à la réalisation de l'Agenda 2030 et de l'Agenda 2063. Le projet est conçu comme une promesse pour le Sahel reposant sur trois piliers : peuples, paix et prospérité.

RÉSULTAT 1 : AMÉLIORATION DES RELATIONS ENTRE L'ÉTAT ET LA SOCIÉTÉ

L'importance de l'amélioration des relations entre l'État et la société ne peut être sous-estimée, surtout si l'on considère que, bien que les relations entre l'État et la société soient au cœur de la gouvernance et de la consolidation de la paix, elles restent tendues dans toute l'Afrique.⁴⁵ La détérioration de ces relations, le manque de confiance des citoyens envers l'État et la rupture du contrat social ont été identifiés comme des facteurs de désordre, d'instabilité, de radicalisation et de développement de l'extrémisme violent.⁴⁶ De même, les déficits de gouvernance, notamment les politiques et pratiques politiques et socio-économiques qui excluent, marginalisent davantage et creusent les inégalités, contribuent à l'affaiblissement des relations entre l'État et la société et entraînent la désintégration du contrat social.⁴⁷

Comme c'est le cas à l'échelle mondiale, les relations entre l'État et la société au Sahel risquent d'être aggravées par la crise du COVID-19. Tel qu'indiqué dans le rapport préliminaire du MAEP intitulé « Riposte de l'Afrique à la COVID-19 en matière de gouvernance », les mesures prises par les gouvernements pour contenir la propagation et les effets de la COVID-19 imposent des contraintes opérationnelles aux institutions de gouvernance ainsi qu'aux possibilités d'engagement et de participation des citoyens dans les secteurs politique et économique. Ce défi a perturbé des aspects essentiels de la gouvernance démocratique et de la vie civique au sens large, diminuant la qualité de la gouvernance dans les États où des mesures de confinement social ont été prises pour faire face à la pandémie.⁴⁸ La crise économique mondiale et les effets associés à la pandémie de COVID-19 devraient perturber la mise en place d'une gouvernance efficace, la prestation de services publics, la sécurité humaine et la disponibilité des filets de sécurité sociale.

Afin d'améliorer et de garantir des relations solides entre l'État et la société, il est impératif que les États établissent une relation de confiance avec les citoyens en fournissant des services et des biens publics de manière équitable, transparente et responsable. L'amélioration des relations entre l'État et la société est un processus qui peut être encouragé par des systèmes et des mécanismes transparents, adaptés, inclusifs et participatifs ; par des services publics accessibles, équitables et fournis de manière effective à la population ; par un environnement où les besoins fondamentaux des personnes sont satisfaits et leurs vulnérabilités atténuées par des filets de sécurité sociale ; et par la mise en place de systèmes électoraux transparents, fiables et respectueux des procédures établies. Les relations entre l'État et la société sont également améliorées lorsque les États veillent à ce que les procédures de planification, de développement et de budgétisation soient participatives et répondent aux besoins et aux priorités de leurs citoyens ; lorsque l'espace civique est ouvert et propice au fonctionnement indépendant des acteurs de la société civile afin d'aider le gouvernement à remplir ses obligations mais aussi à jouer un rôle de surveillance lui permettant de répondre de ses actions. Lorsque les citoyens ont le sentiment que l'État agit pour eux, et non contre eux, la confiance peut être établie et/ou restaurée et le contrat social renouvelé. Afin d'améliorer les relations entre l'État et la société, trois domaines de travail sont proposés :

Pour améliorer les relations entre l'État et la société, trois domaines de résultats sont proposés :

1. Une prestation de services efficace, équitable et accessible
2. Une sécurité humaine renforcée
3. Une gouvernance responsable, transparente, inclusive et participative.

Axes de travail et activités

Axe de travail 1.1 : Prestation de services efficaces, équitables et accessibles: Au travers des ODD et de l'Agenda 2063, les États africains se sont accordés pour bâtir une Afrique prospère fondée sur un développement inclusif et durable ne laissant personne pour compte. En d'autres termes, les services doivent être accessibles et peu coûteux, la gouvernance doit être inclusive et le développement durable. Des politiques, des stratégies et d'autres mesures devraient être mises en place pour garantir la fourniture de services et de biens publics de manière à prendre en compte les besoins des individus et des groupes, en particulier de ceux qui sont en marge. De plus, compte tenu des effets de la crise de la COVID-19 qui ont accentué le mécontentement et le sentiment de désespoir déjà existants, la fourniture de services efficaces, équitables et accessibles est un facteur primordial dans l'établissement d'un nouveau contrat social qui améliorera et renforcera les relations entre l'État et la société et permettra un « build back better » dans la période après-COVID-19⁴⁹

Activité 1.1.1 Soutenir la gouvernance et la transformation numérique afin d'élargir la portée et les résultats de l'Activité : En raison du rôle majeur joué par la numérisation dans la démocratisation de l'accès aux services publics, le soutien apporté par le PNUD sera axé sur le développement de la capacité des gouvernements à exploiter les outils et les plateformes numériques afin d'améliorer l'efficacité de la prestation de services et la rendre plus accessible et équitable. Le soutien que le PNUD offrira aux gouvernements africains consistera à renforcer la gouvernance et la transformation numérique, à mettre en place des infrastructures appropriées et à former du personnel afin de faciliter la fourniture de services numériques par les services gouvernementaux. Ce soutien sera un élément déterminant dans la fourniture de biens et de services publics et contribuera à une multiplication des abonnements mobiles, qui devraient passer de 456 millions à 623 millions entre 2018 et 2025, soit 50 % de la population du continent.

45 Ojielo, Ozsonia and Kaye, Josiah. Transforming governance in Africa: Is a new concept of governance the key to accelerating the prosperity agenda? March 2017. Think Piece.

46 Preventing Violent Extremism through Promoting Inclusive Development, Tolerance and Respect for Diversity. UNDP, 2016. <https://www.undp.org/content/dam/norway/undp-ogc/documents/Discussion%20Paper%20-%20Preventing%20Violent%20Extremism%20by%20Promoting%20Inclusive%20%20Development.pdf>

47 Regional Programme Document for Africa (2018-2021). November 27, 2017.

48 APRM, Africa's Governance Response to COVID-19: Preliminary Report 2020 p 29.

49 The Survey of UNDP Country Offices on Priority Areas of COVID-19 Recovery Support indicates that 92.4% and 89.4% of country offices consider the strengthening of national and core governance functions for crisis management and service delivery and e-governance and digitisation respectively as critical/very important priority areas.

Activité 1.1.2 Efficacité de la prestation de services aux niveaux national et local: La fragilité et le manque de services gouvernementaux adaptés aux niveaux national, local et municipal sont souvent considérés comme des problèmes coûteux qui empêchent la fourniture efficace et effective des services publics au Sahel. De plus, il y a une prise de conscience grandissante que de nombreuses questions sociales modernes sont devenues des méta-problèmes qui ne peuvent être résolus par l'approche traditionnelle d'une seule agence. Par conséquent le PNUD soutiendra la coordination entre les services en établissant des réseaux de relations plus coopératives et collaboratives entre les agences gouvernementales aux niveaux national, local et municipal.

Activité 1.1.3 Promouvoir la responsabilité sociale: Dans ce contexte, le PNUD soutiendra les efforts de responsabilisation sociale pour améliorer le suivi et l'évaluation participatifs dans la prestation de services par la société civile. Le développement des infrastructures de technologies de l'information et de la communication (TIC) sera essentiel, non seulement pour la fourniture des services, mais aussi à toute fin de transparence, de retours d'expérience et tout ce qui permet d'améliorer la qualité des services offerts aux citoyens. Ce dispositif, ainsi que son succès, contribueront à renforcer la confiance des citoyens dans l'État.

Axe de travail 1.2: Renforcement de la sécurité humaine: Le renforcement de la sécurité humaine, y compris l'instauration de systèmes de protection sociale solides au Sahel, répond directement à la nécessité d'assurer une gouvernance et un développement durables et inclusifs, comme le prévoient l'Agenda 2063 et les ODD. La sécurité humaine vise à « assurer la survie, garantir les moyens de subsistance et la dignité des personnes en réponse aux problèmes actuels et futurs ». La reconnaissance et la matérialisation de la sécurité humaine restent cruciales pour le maintien de relations solides entre l'État et la société. Le PNUD aidera les gouvernements du Sahel à renforcer la sécurité humaine au moyen des activités clés suivantes

Activité 1.2.1 Encourager l'identité légale pour tous: Alors que les besoins en matière de sécurité humaine au Sahel sont considérables, l'absence d'identité légale, qui concerne des millions de personnes dans cette région, représente un facteur déterminant dans les causes d'exclusion, de marginalisation et d'indivisibilité au cours de la vie et peut contribuer à la reproduction de la pauvreté intergénérationnelle. Les plus marginalisés sont ceux qui en général n'ont pas d'identité légale, tandis que l'absence d'identité légale accentue la probabilité d'exclusion. Cette situation limite les possibilités de pouvoir bénéficier des services publics et de l'aide sociale, de participer au processus de gouvernance, d'accéder à l'éducation et à l'emploi, et creuse un fossé entre les besoins de sécurité humaine et la capacité de répondre à ces besoins. Cette absence d'identité légale, avec toutes les conséquences qui en découlent, tend à la réduction du sentiment d'identité, de dignité et d'utilité d'une personne au sein d'une société. Si l'on ne résout pas le problème, ce déficit entraînera une fracture dans les relations entre l'État et la société et rendra impossible la quête pour des sociétés justes, pacifiques et inclusives. C'est en raison de cette prise de conscience que la question figure dans les cibles 16.9 et 17.19 des objectifs 16 et 17 des ODD, ainsi que dans l'offre du PNUD en matière de gouvernance mondiale. Le PNUD, en tant que co-président du groupe de travail des Nations Unies sur l'identité légale, soutiendra les efforts des gouvernements dans la mise en place conjointe d'un système holistique de gestion d'identité numérique au Sahel, de la naissance au décès. Le PNUD soutiendra les efforts des gouvernements pour étendre le système d'identité légale aux citoyens des zones reculées du Sahel, par le biais de structures de gouvernance électronique. Le programme contribuera à élargir la portée des services gouvernementaux d'enregistrement aux communes frontalières, en ciblant les groupes vulnérables et exclus.

Activité 1.2.2 Améliorer la protection, la sécurité et l'intégrité des données : Avec la numérisation croissante, les préoccupations relatives à la vie privée ainsi que la politisation et la commercialisation potentielles des données collectées seront soigneusement étudiées. Le PNUD, en collaboration avec d'autres agences des Nations Unies et le secteur privé, soutiendra également les initiatives stratégiques visant à la protection, la sécurité et l'intégrité des données et des identités.

Activité 1.2.3 Garantir l'intégrité corporelle et l'autonomie des femmes : Les crises, quelle que soit leur nature - qu'elles soient d'origine climatique, conflictuelle ou liées à des pandémies, telles que la COVID-19 - entraînent une nette augmentation des cas de violence sexuelle et sexiste (Violences Sexuelles Basées sur le Genre ou VSBG). La crise de la COVID-19 et les mesures prises pour la maîtriser ont aggravé les inégalités préexistantes, ont mis en lumière des normes et des pratiques régressives, ont accentué les difficultés économiques et sociales et ont été à l'origine d'un fort isolement et d'une réduction des déplacements. Tous ces facteurs ont contribué à l'augmentation des violences sexuelles et sexistes et limitent ainsi l'accès aux ressources disponibles pour la combattre, notamment l'accès aux services de soutien.⁵⁰ C'est pourquoi le PNUD soutiendra les efforts du gouvernement, des acteurs non étatiques et de la société civile pour lutter contre les violences sexuelles et sexistes, et pour assurer l'intégrité corporelle ainsi que l'autonomie des femmes et des filles, afin de garantir la sécurité humaine, d'améliorer les relations entre l'État et la société et de réaliser l'objectif global pour des sociétés justes, pacifiques et inclusives⁵¹

Axe de travail 1.3 : Gouvernance responsable, transparente, inclusive et participative: Une gouvernance responsable, transparente, inclusive et participative est une condition préalable à l'amélioration des relations entre l'État et la société. Cela se traduit par des mesures qui permettent aux individus de participer de manière significative à la prise de décision, notamment par la mise en place de plateformes de gouvernance numérique fonctionnelles, un meilleur espace civique et un renforcement de l'engagement, en particulier pour les défenseurs des droits de l'homme, les journalistes, les lanceurs d'alerte, les activistes et les syndicalistes, un meilleur accès à l'information, des politiques budgétaires répondant au besoin des hommes et des femmes et la mise en place de planification participatifs. Toutefois, les mécanismes et systèmes électoraux au Sahel font face à des obstacles permanents, malgré l'augmentation du nombre de pays qui ont recours désormais aux élections. Parmi les difficultés qui entravent la tenue d'élections crédibles figurent l'intolérance politique, l'insuffisance d'organes de gestion des élections, le manque de transparence et d'intégration ainsi que la violence post-électorale.⁵² La crise de la COVID-19 a accentué ces défis, entraînant notamment le report d'un certain nombre d'élections dans la région du Sahel, remettant en cause la légitimité de certains gouvernements.⁵³

50 UNDP Brief. Gender-based violence and COVID-19. May 2020. <https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/womens-empowerment/gender-based-violence-and-covid-19.html#:~:text=Pre%2Dexisting%20toxic%20social%20norms,an%20exponential%20increase%20in%20GBV>.

51 The Survey of UNDP Country Offices on Priority Areas of COVID-19 Recovery Support indicates that 81.8% and 78.8% of country offices consider gender-sensitive and inclusive social protection as well as extension of social protection to informal workers respectively as critical/very important priority areas.

52 UNDP, The Role of UNDP in Supporting Democratic Elections in Africa (2015) p 1.

53 The Survey of UNDP Country Offices on Priority Areas of COVID-19 Recovery Support indicates that 68.4% of country offices consider strengthening electoral and political processes as critical/very important a priority area.

Activité 1.3.1 Promouvoir l'intégrité des systèmes et mécanismes électoraux et référendaires : Une gouvernance responsable, transparente, inclusive et participative implique également l'intégrité des systèmes et mécanismes électoraux garantissant des politiques, des structures et des institutions solides, indépendantes et progressistes garantes du bon déroulement des élections ; de la prévention et du traitement de la violence électorale ; du renforcement de la participation, de la représentation et du leadership des femmes, des jeunes, des personnes handicapées et d'autres groupes marginalisés ; et des processus participatifs, dirigés par les citoyens, dont les résultats ne sont pas prédéterminés, leur donnant plus de légitimité et de crédibilité. Par conséquent, le PNUD soutiendra une initiative visant à favoriser les transitions démocratiques au Sahel en fournissant une assistance électorale et des interventions ciblées afin de promouvoir et de consolider la gouvernance démocratique.⁵⁴ Pour pouvoir offrir cette assistance et ces interventions stratégiques critiques, le PNUD collaborera avec des partenaires au sein du système des Nations Unies, des institutions régionales telles que le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), la CEDEAO et la CEEA, des membres de la Plateforme AGA tels que la CUA, le PAP ainsi que d'autres agences de développement bilatérales et multilatérales.

Activité 1.3.2 Promouvoir les processus participatifs, les politiques budgétaires soutenant l'égalité des sexes, la planification, le développement et les procédures d'établissement ; Les processus participatifs permettent de mieux répondre aux besoins et aux réalités des citoyens ainsi qu'ils poussent « le gouvernement à se rendre responsable de ses engagements internationaux et nationaux [contribuant] à une distribution plus juste des ressources publiques ». Le PNUD soutiendra également les politiques budgétaires, de planification, de développement et les procédures d'établissement afin qu'ils soient inclusifs, transparents, participatifs et conformes à l'égalité des sexes. Cette promotion est en lien avec le travail du PNUD depuis quelques années, soucieux de favoriser l'engagement civique en s'appuyant sur divers systèmes de développement, sur des plateformes de dialogue et en contribuant à l'amélioration des compétences et des capacités des acteurs de la société civile concernée.

Axe de travail 1.4: Renforcer la décentralisation afin de garantir une prestation de services efficace: Peu de programmes gouvernementaux ont essayé d'intégrer de manière systématique la prise de décision par les communautés. La plupart des décisions ont été adoptées par les autorités exécutives nationales plutôt que par les communautés, qui déterminent généralement la nature et le lieu des projets locaux. Toutefois, il y a une prise de conscience grandissante, dans la région du Sahel, que les gouvernements centraux ne peuvent pas tout faire, et que la participation active des communautés et des représentants des gouvernements locaux est nécessaire pour garantir le succès du développement local et de la sécurité humaine dans la région. Le constat général est que, si la décentralisation doit conduire à une meilleure gouvernance au Sahel, trois conditions importantes sont nécessaires : Des pouvoirs et des responsabilités significatifs en matière de prestation de services au niveau local doivent être délégués aux autorités locales représentatives en fonction de leurs compétences (décentralisation politique) ; des ressources suffisantes, financées par des impôts locaux et des subventions octroyées par les gouvernements nationaux, doivent être fournies afin de permettre aux gouvernements locaux de pouvoir s'acquitter de leurs obligations (décentralisation fiscale) ; et des mécanismes de responsabilité appropriés sont nécessaires afin d'inciter à une responsabilité solide entre les fonctionnaires et les représentants élus, et entre les représentants élus et leur électorat (décentralisation institutionnelle).

Activité 1.4.1 Soutenir les mécanismes de financements innovants : Les fonds sociaux sont des programmes du gouvernement central qui ont une portée nationale et qui offrent un financement local grâce à un mécanisme de subvention permettant de générer des fonds pour des investissements à petite échelle (le plus souvent des infrastructures du secteur social). L'efficacité de ce système repose sur la réalisation de trois objectifs principaux : (i) atteindre un équilibre entre les financements locaux et nationaux ; (ii) mobiliser les ressources locales afin de renforcer la responsabilité et améliorer la durabilité financière ; et (iii) construire des canaux de décaissement et de sous-traitance afin de conduire à la mise en place de mécanismes de responsabilité clairs et d'encourager l'efficacité productive. Cependant, dans la plupart des pays du Sahel, il existe des initiatives fortement soutenues par le gouvernement central mais qui ne font pas partie des priorités pour les groupes locaux qui ne sont pas conscients des avantages possibles (projets environnementaux) ou qui sont freinés par des considérations d'ordre culturelle (programmes de lutte contre le VIH/SIDA). Par conséquent, le PNUD, en partenariat avec le FENU, travaillera avec les gouvernements pour rechercher des instruments financiers nouveaux et innovants, notamment par le biais de fonds sociaux. Les transferts de fonds, le financement du secteur privé, les Tokten, etc, pour inciter les gouvernements locaux à investir dans les secteurs prioritaires du gouvernement central ; pour accroître le sentiment d'appartenance des gouvernements locaux améliorant ainsi les chances d'un bon fonctionnement et d'un bon maintien au niveau local ; et afin d'inciter ces mêmes gouvernements à gérer les transferts plus efficacement et à générer de nouvelles sources de revenus. Le PNUD aidera également les gouvernements locaux à instaurer des partenariats de services pour faciliter l'accès à des financements supplémentaires, en mettant davantage l'accent sur les fonds de capital du secteur privé et sur les connaissances et compétences professionnelles, en matière de gouvernance électronique et de technologie.

Activité 1.4.2 Soutenir la capacité de participation inclusive en matière de planification, de budgétisation et de S&E pour une décentralisation efficace : Les acteurs locaux étant mieux informés des besoins locaux que les acteurs centraux, ils sont les plus à même pour faire des choix concernant les investissements à leur échelle. En outre, le fait de rendre public le processus de prise de décision renforce la responsabilité car les citoyens locaux, informés, disposent ainsi d'une base pour évaluer les performances des fonctionnaires. À cet effet, le PNUD, en partenariat avec le FENU, soutiendra la mise en place de processus de planification participative afin d'encourager les communautés à participer à tous les stades importants du projet - c'est-à-dire la planification, l'exécution, l'exploitation et la maintenance. Le système de planification locale visera à augmenter l'efficacité de l'allocation des ressources en encourageant toutes les communautés à faire part de leurs préférences ; et, en créant une instance à l'échelle du gouvernement local où les différentes priorités seront discutées ainsi que les options d'investissement disponibles, plutôt que de laisser cette décision aux gouvernements centraux.

Activité 1.4.2 Soutenir la capacité pour la participation inclusive dans le planning, la budgétisation et le suivi et évaluation pour une décentralisation efficace : comme les acteurs locaux ont de meilleures informations sur les besoins locaux que les acteurs centraux, ils sont mieux placés pour faire les choix d'investissements locaux. De plus, rendre public le processus de prise de décision augmente la responsabilité parce que les citoyens locaux informés ont une base pour l'évaluation de la performance du gouvernement. À cet effet, le PNUD, en partenariat avec le FENU, soutiendra le processus de planning participatif établi

54 UNDP, The Role of UNDP in Supporting Democratic Elections in Africa (2015) p 1.

pour encourager les communautés à participer à plusieurs étapes clés dans le cycle du projet – par ex. le planning du projet, la mise en œuvre et l'exploitation et d'entretien. Le système de planning local a pour objectif d'augmenter l'allocation efficace des ressources par la promotion des processus où toutes les communautés, plutôt que quelques-unes seulement, expriment leurs préférences et créer une instance au niveau du gouvernement local où ces préférences sont discutées et où les possibilités de placement sont faites, au lieu de laisser cette discussion aux gouvernements centraux.

Activité 1.4.3 Le renforcement des capacités des dirigeants locaux pour la prestation des services innovants tels que la cartographie de solutions locales, l'éducation par la radio, l'utilisation de drones pour la collecte de données. Avec des pressions accrues sur les ressources du gouvernement local, les impôts limités, d'une pénurie de compétences et des besoins pressants pour améliorer les services aux pauvres et défavorisés, il est nécessaire de comprendre les fonctions actuelles et attendues du gouvernement et de traduire ces fonctions en capacité de leadership pour le développement des cadres politiques, juridiques et réglementaires, les structures organisationnelles et le déploiement du personnel. Les processus de planification, de budgétisation, de mise en œuvre et d'examen, y compris leurs systèmes d'information de soutien, offrent au PNUD, en collaboration avec le FENU, des associations traditionnelles, religieuses et professionnelles locales, une possibilité de soutenir les gouvernements locaux dans la région du Sahel.

RÉSULTAT 2 : NORMES DE GOUVERNANCE, SYSTÈMES ET INSTITUTIONS RENFORCÉS

Governments in the Sahel have expressed their determination to 'promote and protect human and peoples' rights, consolidate Les gouvernements du Sahel ont exprimé leur détermination de « promouvoir et protéger les droits des humains et des peuples », consolider les institutions démocratiques et de la culture, de bonne gouvernance et de règle de droit dans l'acte constitutif de l'UA. Ceci est repris dans l'Agenda 2063 sous Aspiration 3, où le désir pour une Afrique de bonne gouvernance, de la démocratie, du respect pour les droits humains, de la justice, et de règle de droit est articulé.

Produits et Activités

Produit 2.1 institutions régionaux et cadres renforcés

Activité 2.1.1 Soutenir la capacité de convocation et de négociation politique de ALG, G5 Sahel, CEDEAO, CEEAC et CBLT : PNUD soutiendra les trois corps des droits humains africains par le renforcement de capacités pour permettre efficacement de traiter avec les arriérés, surveiller la mise en œuvre de leurs décisions et contribuer au respect des droits humains et règle de droit en Afrique. Le PNUD fournira également un soutien technique à tous les États membres pour développer et soumettre des reports d'examen périodique universel (EPU), ainsi que des examens nationaux volontaires (ENV) sur la mise en œuvre des ODD. En plus de renforcer les corps de droits humains régionaux et sous-régionaux, le PNUD continuera de renforcer les systèmes nationaux des droits humains comme les institutions nationales des droits humains (INDH). Telle approche alignera les mécanismes et processus de droits humains régionaux, sous-régionaux et nationaux et guider à l'implémentation et l'internalisation des normes et principes de l'UA au niveau national.

Activité 2.1.2 Renforcer et agrandir UA-PNUD jeunes femmes africaines leaders et YouthConnekt Afrique dans le Sahel. Le programme du PNUD jeunes femmes africaines leaders en coordination avec l'UA, est une initiative en cours qui fournit opportunités aux jeunes femmes africains pour s'engager avec ces institutions et concevoir et mettre en œuvre programmes qui contribuer à la réalisation des Agendas 2030 et 2063. Il améliore les opportunités de leadership pour les jeunes femmes en même temps renforcer les capacités des institutions auprès desquelles ils sont détachés. De même, YouthConnekt est une plateforme innovante lancée en 2013 au Rwanda qui « rassemble des jeunes à la recherche d'un emploi, de compétences ou de ressources pour lancer leur propre entreprise avec divers partenaires dont le PNUD, le secteur privé et le gouvernement ». ⁵⁵ Bien que cette initiative semble s'intégrer plus clairement dans le portefeuille de croissance inclusive du PNUD, YouthConnekt cherche à créer un espace pour que les jeunes s'engagent dans un dialogue national et créent des solutions innovantes basées sur la technologie pour améliorer la prestation de services, la rendant pertinente pour la gouvernance du PNUD et le travail de consolidation de la paix.

Activité 2.1.3 Soutien la fondation d'un Réseau des conseillers juridiques africains sans frontières et la fondation d'un réseau des femmes en politique au Sahel : un réseau des conseillers juridiques africains sans frontières sera établi pour soutenir la politique et les réformes législatives, ainsi que la gestion des contrats au niveau national dans les pays sahéliens. Le réseau des conseillers juridiques africains sans frontières sera central en soutien des efforts en cours pour les pays sahéliens pour mettre en pratique les initiatives de Vision pour l'industrie minière en Afrique. Le VMA recommande de sortir des sentiers battus pour mieux intégrer l'industrie minière dans le développement des politiques au niveau local, national et régional. Le PNUD soutiendra les efforts des pays sahéliens pour assurer que les travailleurs et communautés voient des bénéfices réels d'exploitation minière industrielle à grande échelle et que leur environnement resté protégé, que les pays soient en mesure de négocier les contrats avec les sociétés multinationaux minières qui génèrent des rentes équitables pour les ressources et stipulent des intrants locaux pour les opérations. Le PNUD soutiendra aussi les institutions régionales en intégrant la minière dans la politique industrielle et commerciale y compris l'implémentation de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

Produit 2.3. Les droits humains améliorés, l'accès aux mécanismes de la justice et de l'état de droit: L'état de droit efficace réduit la corruption, combat la pauvreté et la maladie et protégé les gens d'injustice. C'est la fondation des communautés de paix, l'opportunité et l'équité – étayer le développement, le gouvernement responsable, et le respect fondamental pour les droits humains. L'état de droit n'est pas seulement la règle des avocats et des juges: tous les membres de société sont une partie intéressée. La fondation des sociétés justes, inclusives, en paix et démocratiques à besoin des normes, systèmes et institutions robustes. Les institutions constituent le tissu de la gouvernance,⁵⁶ et des institutions efficaces, inclusives et réactives sont essentielles à la gouvernance démocratique. Les institutions peuvent également servir de courtiers en matière de pouvoir, en faisant respecter l'état de droit et en offrant « des voies de

⁵⁵ Lepage, Marc. Bringing Youth Together to Innovate is Key to Development in Africa. 30 January 2017. UNDP <https://www.undp.org/content/undp/en/home/blog/2017/1/30/Bringing-youth-together-to-innovate-key-to-development-in-Africa.html>

⁵⁶ Ojelo, Ozsonia and Kaye, Josiah. Transforming governance in Africa: Is a new concept of governance the key to accelerating the prosperity agenda? March 2017. Think Piece.

recours lorsque la confiance est, ou est perçue comme étant, violée ou brisée ». ⁵⁷ Comme souligné dans l'analyse contextuel ci-dessus, les institutions de gouvernance faibles sont notées comme l'un des trois défis plus prévalents se rapportant à la gouvernance et la consolidation de paix dans les 10 documents de programme de pays du PNUD pour le Sahel. L'avantage comparatif et l'expérience du PNUD dans la promotion de l'intégration et de la mise en œuvre des normes et principes internationaux et régionaux de gouvernance démocratique, des droits humains et de l'état de droit font du PNUD un partenaire de choix pour soutenir le renforcement des systèmes et mécanismes des droits humains et de l'état de droit en Afrique.

Activité 2.3.1. Soutenir la promotion des droits humains et l'accès à la justice. Bien que la paix ne puisse pas être garantie sans un système d'état de droit solide, les résolutions de conflit traditionnels, les mécanismes de résolution alternatifs seront valorisés pour promouvoir l'accès à la justice, battre contre l'impunité, et construire les systèmes de justices restauratifs et de réhabilitation. L'accent spécifique sera placé sur le renforcement des capacités des autorités traditionnelles, les chefs religieux, les femmes et les jeunes en règlement de conflit et la prévention de l'extrémisme. Pendant les étapes de stabilisation et de la transformation, les mécanismes de la justice seront équipés avec un système de gestion de dossier intégré électronique qui facilitera la responsabilité sur la gestion des dossiers et combattre la corruption avec le secteur judiciaire et au-delà. Le PNUD soutient les mécanismes régionaux pour renforcer l'état de droit, dont le Plateforme régionale des ministres de la justice de la région de l'Afrique de l'Ouest. Ce système améliorera la qualité des services fournis par le système judiciaire.

Activité 2.3.2. Renforcer les mécanismes alternatifs de résolution des conflits : Fondés sur les mécanismes de règlement des différends culturels et traditionnels existants, les communautés et les pays seront soutenus pour éliminer l'arriéré des conflits et promouvoir la cohésion sociale pour une paix et une cohabitation durable entre les membres de différentes communautés, groupes ethniques et pays. L'assistance technique et financière sera fournie pour officialiser ou renforcer les outils et faciliter la résolution inclusive des conflits.

Activité 2.3.3. Soutenir la promotion et la réalisation des droits humains. Tandis que les pays ont ratifié quelques instruments des droits humains, leur domestication et conformité aux obligations de déclaration des droits humaines restent difficiles. De plus, l'éducation des droits humains reste comme une clé pour l'adhérence pour les principes des droits humains locaux et nationaux. Le PNUD va construire les capacités des acteurs étatiques et non étatiques pour encourager et réaliser les droits. Les pays seront soutenus dans efforts de développer la politique, des lois et autres instruments pour faciliter la domestication des principes des droits humains.

Produit 2.4. La gestion efficace de la finance publique et des ressources naturelles: La gestion efficace de la finance publique reste dans le cœur de renforcer les normes des gouvernance et institutions. Tandis que le financement des ODD et des autres projets devient en réalité et l'Aide publique au développement (APD) diminue systématiquement, la mobilisation des ressources nationales, facilitée par une gouvernance budgétaire efficace, devient un besoin urgent pour les gouvernements africains. ⁵⁸ Si c'est bien fait, il garantira que les ressources disponibles pour la gouvernance sont utilisées telles qu'elles dans les budgets nationaux et institutionnelles et permettra aux gouvernements de satisfaire les objectifs à long-terme pour le développement et la gouvernance durable.

Activité 2.4.1. Renforcer les mécanismes de prévention et de lutte contre la corruption et de juguler les flux financiers illicites. Dans le défi persistant de la corruption dans le publique et le secteur public qui entrave la gouvernance et développement socio-économique, le PNUD soutiendra l'évaluation des risques de la corruption au niveau national. Le PNUD soutient aussi les efforts d'établir les systèmes de responsabilité et réaction pour la lutte contre la corruption qui inclut les institutions publiques, le parlement, la société civile et aussi les médias. Les institutions judiciaires seront habilitées à enquêter, à poursuivre les affaires et à juger les affaires de corruption dans le but d'édifier une culture de tolérance zéro à l'égard de la corruption et de lutter contre l'impunité.

Activité 2.4.2. Soutenir la mobilisation des ressources nationales par renforcer ou réformer les systèmes de taxation et d'allègement de la dette. La perte immense des ressources financières par les flux financiers illicites, la corruption, le service de la dette et de la fraude fiscale prive les institutions de gouvernance des ressources requises pour fonctionner efficacement. Donc, le PNUD soutiendra les efforts de mobilisation des ressources nationales, la fondation et le renforcement des systèmes efficaces de gestion des finances publiques et une gouvernance budgétaire pour des dépenses publiques efficaces, une prise de décision financière saine, des processus transparents et de faibles ratios dette / PIB. Pour faire ça, le PNUD capitalise sur son propre avantage comparatif pour soutenir la gouvernance fiscale efficace à travers l'Afrique pour soutenir l'administration des recettes et les capacités de contrôle des gouvernements des dix pays du Sahel.

Activité 2.4.3. Renforcer les cadres de gouvernance régionaux et nationaux des ressources naturelles. Pour soutenir une gestion structurée et efficace des finances publiques, des processus de gouvernance des ressources naturelles et pour relever les défis de la corruption, des flux financiers illicites et de l'évasion fiscale, le PNUD travaillera avec la CUA, la CEDEAO, les agences des Nations Unies et 10 pays du Sahel. Grâce à cette collaboration, le PNUD appuiera le renforcement des institutions, des normes et des cadres de gouvernance afin de garantir que les ressources allouées aux initiatives de gouvernance et au développement seront utilisées de manière efficace et efficiente.

RÉSULTAT 3 : LE RENFORCEMENT DE LA PRÉVENTION DES CONFLITS ET DES EFFORTS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX

Même si plus de ressources sont acheminées pour réagir et adresser au conflit violent (la consolidation de la paix), il y a une reconnaissance de l'importance de l'investissement dans les efforts de prévention. La prévention de la paix est un « partie intégrale de la gouvernance efficace et participatif ». Il ne peut pas être dissocié de et il est lancé par mettre en place les systèmes de gouvernance responsables, transparents, et inclusifs, la maintenance des droits humains, le constitutionnalisme et l'état de droit qui garantit l'accès à la justice, une sécurité humaine renforcée et une prestation de services équitable. Le conflit violent éclate souvent à cause des déficits gouvernementaux, une détérioration de la relation entre l'État et la société, la méfiance de l'État et les institutions et une désintégration

⁵⁷ Ojiele, Ozsonia and Kaye, Josiah. Transforming governance in Africa: Is a new concept of governance the key to accelerating the prosperity agenda? March 2017. Think Piece.

⁵⁸ UNDP, Stopping Illicit Financial Flows to boost growth in Africa https://www.africa.undp.org/content/rba/en/home/presscenter/articles/2017/08/stopping_illicit_financial_flows_to_boost_growth_in_africa.html accessed 31 July 2020.

du tissu social de la société entre autres raisons. De la même façon, la consolidation de la paix est essentielle à cause de la prévalence du conflit sans fin dans beaucoup des pays sahéliens.⁵⁹ Les efforts de la consolidation de la paix offrent les possibilités pour adresser à la fois les facteurs de conflit structurel et l'atténuation des déclencheurs actuels qui pourraient continuer à menacer la stabilité et la résilience à long terme. Les efforts de la consolidation de la paix offrent les possibilités pour faire face aux moteurs de conflit structurels et l'atténuation des détonateurs qui continuent de menacer la stabilité à long-terme et la résilience. Les efforts de la consolidation de la paix, y compris les efforts d'éviter l'extrémisme violent, doivent adopter une approche de sécurité humaine – placer les personnes et les communautés au centre. Le PNUD capitalise sur son expérience et association avec des autres agences de l'ONU, l'UA, la société civile et autres parties prenantes pour améliorer la prévention de conflit et la consolidation de la paix dans le Sahel.

Produits et activités

Production 3.1 Structures innovantes améliorées pour la gouvernance et la prévention et la résolution des conflits

Activité 3.1.1 : la fondation des ambassadeurs et champions pour la paix : Ces ambassadeurs sera sélectionné parmi les célébrités locaux et internationaux de sport, des arts et de la musique d'origine Sahélien et qui utilisent leur statut et voix pour proclamer la paix dans le Sahel et donner l'espoir chez ceux qui ont été gravement touchés par l'insécurité et les conflits au Sahel et les aider rafraîchir leur engagement avec la paix dans les régions différentes du Sahel pour les systèmes d'alerte précoce à base communautaire. Les ambassadeurs proviendront de divers pays et communautés et développeront des stratégies sur mesure pour la prévention et la stabilisation ainsi que la transformation et le développement durable. En réponse du besoin urgent pour une transformation et de la durabilité, l'initiative Champions de la Paix sera lancée pour encourager les exemples pour la paix qui ont réalisé des résultats extraordinaires dans la promotion de la sécurité, unité et réconciliation pour leurs communautés et pays d'origine. Les champions seront reconnus pour surpasser les discriminations, divisionnisme, conflits et préjugés pour faire des pas de géant vers la paix. Leur expérience et leur expertise ainsi que leur inspiration soutiendront les actions de transformation identifiées et éclaireront les mesures de durabilité. Les champions sensibilisent et plaident pour la paix au sein de leurs communautés et au-delà et serviront de personnes ressources pour l'identification des points d'entrées stratégiques pour la paix. Leur travail sera non seulement de nature préventive, mais contribuera également à maintenir les acquis de la paix, en particulier dans les zones non touchées.

Activité 3.1.2 Organiser le festival de la paix au Sahel : Pour célébrer et maintenir la promesse pour la paix, un festival de la paix au Sahel sera organisé chaque année rassemblant des artistes du Sahel qui feront la démonstration du riche patrimoine culturel et traditionnel du Sahel. Ces gens talentueux du Sahel sensibilisent sur les bénéfices de la paix et les rôles des individus et des communautés dans la consolidation de la paix et raviver l'espoir pour la paix et l'engagement pour la réalisation de la paix pour les gens du Sahel.

Activité 3.1.3 Soutenir les solutions locales pour avancer la paix : dans les points chauds et zones à risque, réseaux, les plateformes des chefs traditionnels, les femmes et jeunes pour la paix et développement seront établis pour rassembler les chefs traditionnels et eux donner les moyens d'utiliser leurs propres avantages comparatifs en confiance, respecte et autorité pour stimuler les initiatives de la paix aux tous niveaux

Activité 3.1.4 Soutenir l'initiative pour conflits liés aux ressources naturelles : dans les points chauds et zones à risque, le PNUD soutiendra la prévention, résolution et atténuation de conflit et la résilience de gestion des ressources. Les systèmes de responsabilités forts et inclusifs seront mis en place pour protéger et promouvoir une gestion et des investissements transparents et axés sur le développement. Le conflit sur les ressources naturelles, le conflit foncier en particulier, est une cause du conflit entre les bergers et les communautés agricoles dans le Sahel. Le Banque mondiale (2014) affirme qu'un système pastoral robuste peut agir comme un rempart contre l'insécurité : la nature vulnérable des groupes pastoraux, leur marginalisation politique et sociale et la circulation accrue des armes à feu, peuvent les exposer à la radicalisation et au recrutement par des groupes insurgés, comme dans le cas du Mali. De nombreux autres pays dans le Sahel, y compris le Nigeria, connaissent aussi le conflit entre les bergers et les fermiers. Aux causes du changement climatique et de la sécurité humaine, les terres arables sont devenues rares pour le brouillage et l'agriculture. Sans priorités claires sur la gestion de ces ressources rares, particulièrement sans souligner le rôle des communautés agricoles et pasteur, l'effet de changement climatique va exacerber les conflits.

Activité 3.1.5 : Soutenir la fondation d'un Corps de Volontaires Communautaires : un groupe de volontaires pour la paix sera sélectionné afin de travailler avec les chefs traditionnels, chefs locaux et membres communautaires sur les initiatives axées sur la promotion de la paix dans leur propre communauté. Les champions et volontaires seront valorisés pour mener les stratégies de prévention et de stabilisation.

Activité 3.1.6 : soutenir la transformation numérique pour la paix et le développement : Le projet profite du boom numérique dans la région et lance un processus d'engagement et un dialogue pour la paix. A cet égard, les téléphones portables et nouvelles technologies seront utilisés dans le cycle des projets pour propager le message de paix et aussi mettre en opération les systèmes d'alerte précoce, prévention de la criminalité, et mécanismes de rapport de crime. Cela est utilisé spécialement dans les points chauds et zones à risque pour une surveillance de sécurité appropriée et le sauvetage de la population en cas de besoin.

Produit 3.2: Amélioration des infrastructures pour la paix: Pour éviter le conflit ou pour consolider la paix, les pays adoptent les mécanismes systématiques et institutionnalisés. Ces institutions et mécanismes qui empêchent le conflit et soutiennent la paix peuvent être appelés infrastructures pour la paix. Les infrastructures pour la paix sont définies comme 'un réseau dynamique des structures, des mécanismes, des ressources, valeurs, et compétences interdépendantes qui, par le dialogue et la consultation, contribuent à la prévention du conflit et la consolidation de la paix dans un société.⁶⁰

L'importance des infrastructures pour la paix pour la prévention des conflits dans le Sahel est soulignée par le fait qu'il adopte souvent

⁵⁹ Ojjele, Ozsonia and Kaye, Josie. 'Sustaining peace as governance' in Africa: Time for a radical paradigm shift? 'Think-Piece', January 2017.

⁶⁰ See Journal of Peacebuilding & Development editors, 'The Evolving Landscape of Infrastructures for Peace (2012) 7(3) Journal of Peacebuilding & Development p 1-2.

les stratégies communautaires et nationales qui prennent en compte les particularités sociétales et culturelles comme ils coordonnent l'alerte précoce, la réponse et d'autres efforts liés à la prévention des conflits. Au cœur des infrastructures pour la paix sont leur stratégie multisectorielle qui engage tous les niveaux de la société et relie les parties intéressées différentes dans la consolidation de la paix et les efforts de la prévention des conflits qui assurent une approche cohérente et synergique.⁶¹

Activité 3.2.1. Renforcer les infrastructures pour la paix régionales et nationales y compris les systèmes d'alerte précoce et de réponse. L'unité des risques de crise du PNUD consiste en des outils de surveillance et de suivi interne comme le Crisis Risk Dashboard (CRD), l'analyse des risques par un équipe des hauts fonctionnaires, pour soutenir les bureaux de pays. Le CRD est un outil d'alerte précoce interne qui consolide et visualise les informations pour soutenir la prise de décision fondée sur des preuves en fournissant la base pour l'analyse des risques et des tendances. Il comprend des informations sur divers facteurs; notamment les fluctuations des prix des denrées alimentaires, les perceptions sociales relatives aux voisins de différentes ethnies, religions ainsi que des indices de perception politique, tels que la perception de la liberté d'expression ou du droit de vote. Le CRD s'appuie sur une diversité de sources d'informations, notamment des indicateurs de développement clés, la surveillance des conflits et des incidents liés à des catastrophes naturelles, des fils d'actualité et des solutions de données de plus en plus alternatives, notamment l'imagerie satellitaire, les médias sociaux et d'autres sources de données volumineuses, ainsi que l'intelligence artificielle.

Activité 3.2.2. Soutenir les évaluations de conflit vulnérabilité structurelle et de résistance et la mise en œuvre des stratégies d'atténuation. De plus, les Évaluations de la vulnérabilité structurelle et de la résilience des pays de l'UA (CSVRA) qui sont des outils importants pour la prévention du conflit en Afrique, sont aussi un point d'entrée important pour l'appui PNUD dans le Système continental d'alerte rapide (SCAR). Le Cadre de prévention des conflits structurels de l'UA indique que les CSVRA sont liées à la méthodologie de SCAR qui prévoit la vulnérabilité structurelle fondée dans l'outil des perspectives d'Afrique. Compte tenu des effets du COVID-19 sur les domaines qui indiquent la vulnérabilité structurelle et la résilience d'un pays, le PNUD, en tant que partie prenante et membre du Groupe de travail technique sur la prévention des conflits, fournira un appui au SCAR qui contribuera aux efforts de prévention des conflits au Sahel. Ce domaine offre également une opportunité d'intervention catalytique du PNUD pour soutenir l'évaluation structurelle de la vulnérabilité et de la résilience des pays au Sahel. Le PNUD travaillera avec la CUA, la CEDEAO et d'autres partenaires régionaux pour développer un système continental d'alerte précoce intégré (ICEWS) - en abandonnant l'actuel système d'alerte précoce lié au conflit, le SCAR au profit d'un système intégré basé sur des indicateurs multirisques qui faciliterait l'échange d'informations et analyse intégrée des questions transversales au Sahel.

Activité 3.2.3. Renforcer la médiation, la réconciliation, le dialogue national et les efforts de la formation du consensus : le dialogue, la réconciliation et la formation du consensus ont formé un élément essentiel dans les efforts de la consolidation de la paix dans le Sahel. Article 4(e) de l'Acte constitutif de l'UA et Article 3 Protocole relatif à la création du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine mettre l'accent sur l'instrumentalisation de la résolution pacifique des conflits et capital à l'anticipation et à la prévention des conflits, à l'instauration de la paix, à la consolidation de la paix et à la reconstruction après les conflits. Au cœur de ces processus reste la médiation. La médiation joue un rôle important à la réalisation d'Aspiration 4 de l'Agenda 2063 sur 'une Afrique sûre et en paix' et l'appelle d'ODD 16 pour l'avancement des sociétés justes, en paix pour le développement durable. Néanmoins, les processus de médiation n'étaient pas inclusifs, puisque la représentation des femmes et des jeunes reste extrêmement faible malgré⁶² les preuves que leur inclusion significative dans ces processus donnerait des résultats plus durables. RCSNU 1325 et 2250 et les résolutions subséquentes, font des points forts pour l'inclusion des femmes et des jeunes dans le processus de la paix, en leur reconnaissance comme des acteurs importants dans l'avancement de la paix durable dans les transitions post-conflit. Le PNUD continuera de soutenir la médiation, le dialogue et le consensus dans le Sahel conformément aux éléments essentiels de soutien aux préventions de conflit et la consolidation de la paix : cohérence des politiques, mise en œuvre des programmes et leadership éclairé grâce à la recherche mondiale. Parce que la médiation est un exercice contextuel où les dynamiques internes dictent l'efficacité des effets, le PNUD collabore avec l'UA, l'UNOWAS, les CER, les gouvernements, les organisations de société civile et autres parties locales.

Produit 3.3 La gestion transfrontalière améliorée: La gouvernance efficace des frontières et la réalisation du développement durable dans les régions frontalières est un facteur déterminant important pour la paix et la sécurité dans le Sahel. Depuis plus de cinq décennies, la région s'occupe avec les questions frontalières, spécialement au sujet des activités criminelles dans les régions frontalières et les frontières disputées. Un nombre de régions dans le Sahel sont mal-gouvernées à cause de l'absence des infrastructures et la présence étatique ou la capacité inadaptée pour contrôler les territoires à cause du légitime disputée et de la marginalisation. La plupart des frontières d'État à travers le Sahel « favorisent trois types de tensions : entre les États voisins ; entre les États et leur peuple ; et entre les États et les acteurs violents, y compris les cartels criminels internationaux et les groupes terroristes ». Alors que les frontières sahéniennes ont le potentiel de servir de voies pour la promotion de la paix, de la sécurité et de la stabilité et de devenir les points d'ancrage d'une intégration accélérée et d'un développement durable, elles n'ont pas été efficacement gouvernées et utilisées pour permettre aux peuples du continent de récolter ces avantages. Il est donc particulièrement important de concentrer les efforts pour améliorer la prévention des conflits et la consolidation de la paix dans les zones transfrontalières.

Activité 3.3.1 Renforcer la gouvernance des zones frontalières à travers le nouveau programme Frontalier : Les zones transfrontalières sont particulièrement sujettes à des conflits violents, en raison de leur nature périphérique, et souvent de l'absence de l'État, les laissant mal gérées. Le PNUD s'emploiera à améliorer la gestion, la prévention et la réponse transfrontières à l'extrémisme violent, ainsi qu'à renforcer les efforts de stabilisation et de consolidation de la paix. Le PNUD s'attaque plus systématiquement aux fragilités structurelles, inégalités et griefs sous-jacents. Cela comprend la programmation dans des contextes qui n'ont pas éclaté en crise ; le renforcement de l'appui intégré et stratégique aux pays en transition, y compris ceux en transformation politique, au Sahel (notamment le Burkina Faso, le Mali, le Tchad et la Mauritanie) ; et maintenir un soutien durable à long terme aux pays et aux régions en crise et en conflit prolongé. Il s'agit notamment des zones transfrontalières du Triangle Liptako-Gourma (Burkina Faso, Mali, Niger). Ce faisant, le PNUD examinera les implications à court et à long terme du

61 Centre for Peace and Conflict Studies, What are Peace Infrastructures? <http://www.centrepeaceconflictstudies.org/what-are-peace-infrastructures/> accessed 29 July 2020.

62 Turner, Catherine. Women in Mediation: Connecting the Local and Global.

COVID-19 sur la fragilité des États et ses effets sur la prévention des conflits et les efforts de consolidation de la paix.

Activité 3.3.2 Soutenir les initiatives de sécurité climatique : Le renforcement des capacités nationales et locales reflète l'approche transformatrice du PNUD en matière de prévention des conflits et de consolidation de la paix. Le PNUD continuera de soutenir les rapports plus proches dans communauté humanitaire, du développement et de la paix pour exploiter le nœud entre les trois domaines par son rôle central dans la coordination des projets de la consolidation de la paix avec les autres agences de l'ONU pour assurer qu'il y a une approche conjointe qui lie les objectifs développementaux humanitaire à court terme et à long terme dans la consolidation de la paix.

Activité 3.3.3 Soutenir la mise en œuvre de la prévention de la prolifération des ALPC : En raison de la délimitation limitée des frontières et du faible contrôle national, de la criminalité transnationale organisée et du commerce illicite des armes légères et de petit calibre (ALPC) et des drogues, du trafic d'êtres humains et du recrutement dans des extrémistes violents groupes prend place dans les vastes espaces frontaliers. Ces défis menacent gravement la paix et la sécurité au Sahel. La gestion transfrontalière ne peut donc pas être dissociée des efforts visant à améliorer les relations entre l'État et la société, à renforcer la cohésion sociale, à prévenir et à lutter contre l'extrémisme violent et à promouvoir la réconciliation et la réintégration. Ce domaine de résultat sert donc de catalyseur pour d'autres domaines d'impact de cette offre.

Produit 3.4 Renforcement des efforts pour prévenir et combattre l'extrémisme violent: Les relations entre l'état et la société solide, accès à la justice, la protection des droits humains, la cohésion sociale et l'intégration dans la prise de décision sont les antidotes à la radicalisation et l'extrémisme violent. L'absence de ces et les inégalités croissantes et les déficits de gouvernance et les griefs qui en résultent laissent la place à l'extrémisme violent de prendre racine. Bien que les causes des conflits traditionnels persistent au Sahel, au cours de la dernière décennie, l'extrémisme violent est apparu plus systématiquement comme une menace sérieuse pour la paix et la sécurité. Quelques groupes violents qui présentent les défis à la paix et à la sécurité dans les pays incluent Boko Haram dans la région du lac Tchad, Al Mourabitoun au Sahel et Ansar Dine et Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). Considérant que l'extrémisme violent reste une menace sérieuse pour la paix et la sécurité en Afrique, le PNUD continuera de renforcer les gouvernements du Sahel pour s'attaquer aux causes profondes et aux facteurs favorables de l'extrémisme violent.

Activité 3.4.1 Soutenir le développement et mise en œuvre des plans d'action PVE régionaux, sous-régionaux et nationaux: Conformé avec l'Offre stratégique renouvelée en Afrique du PNUD et son plan d'exécution, l'appui PNUD s'appuiera sur le projet régional Prévenir et répondre à l'extrémisme violent (PVE) en Afrique qui est une approche développementale axé sur le renforcement des réponses développementales avec l'objectif de renforcer la résistance contre l'extrémisme violent et pour réduire l'expansion de l'extrémisme violent en Afrique.

Activité 3.4.2 Soutenir les interventions communautaires dans les régions frontaliers pour prévenir et lutter contre l'extrémisme violent ciblant en particulier les femmes et les jeunes : le PNUD soutiendra les interventions communautaires qui impliquent les femmes dans les régions frontaliers et prend en compte la probabilité de l'aggravation des moteurs d'extrémisme par la COVID-19.

Activité 3.4.3 Soutenir l'intégration de PVE dans le développement.



RESSOURCES NÉCESSAIRES

Cette promesse de gouvernance pour la stabilisation, la durabilité et la transformation du Sahel couvre les 10 pays de la RBA en coordination et en collaboration avec les bureaux de pays, les centres régionaux (Dakar, Nairobi, Pretoria) et le Centre de services régional (Addis-Abeba). Le PNUD comprend que ces pays ne sont pas homogènes et ainsi, la mise en œuvre de l'Offre sera prise en compte les circonstances spécifiques de chaque pays. Quelques spécificités que le PNUD considéra dans le cours de la mise en œuvre de cette offre incluent les avantages et les désavantages géographiques (pays de l'épicentre contre pays de fissures) la stabilité politique (les pays stables contre les pays fragiles) les niveaux du développement (pays des faibles recettes contre les pays des moyennes recettes) et l'effet de changement climatique (résistant contre vulnérable). Malgré la spécificité du contexte, la mise en œuvre de l'Offre adoptera une approche commune afin de garantir que l'objectif ultime de l'Offre est atteint. La couverture thématique de l'Offre est principalement axée sur la gouvernance et la consolidation de la paix. Sous le thème de la gouvernance, deux objectifs stratégiques seront poursuivis : l'amélioration des relations entre l'État et la société et le renforcement des normes de la gouvernance, des systèmes et des institutions. Sous le thème de la consolidation de la paix, l'objectif stratégique est l'amélioration de la prévention des conflits et de la consolidation de la paix. La mise en œuvre de l'offre ne se fera pas indépendamment des autres domaines sur lesquels le PNUD se concentre en Afrique. Par exemple, la mise en œuvre de l'offre sera liée à l'accent mis par le PNUD sur le renforcement de la croissance inclusive et durable et au travail des installations de stabilisation dans les régions LCB et LGA. Pour réaliser les résultats attendus, un compte de 100 000 000 USD sera nécessaire pour la mise en œuvre du projet. L'enveloppe de ressources projetée comprendra les ressources de base du PNUD et un plan de mobilisation des ressources sera élaboré et mis en œuvre pour attirer les ressources nécessaires pour atteindre l'objectif de ce document de projet. Le PNUD s'associe aux Nations Unies et aux agences des Nations Unies pour créer une base de ressources pour cet important pilier du SINUS. Des nouvelles formes d'association avec les cadres régionaux et internationaux, les donateurs, les philanthropies et le secteur privé, seront établis pour fournir une réponse consolidée aux défis du Sahel.



LES PARTENARIATS

Le PNUD comprend la valeur des partenariats dans la mise en œuvre de ses programmes. Dans ce but, la mise en œuvre de cette offre ancrera les partenariats solides avec l'Union africaine, les communautés économiques régionales, les parlements et les partis politiques, les organisations de la société civile et les groupes de réflexion, ainsi que la coopération Sud-Sud et triangulaire. Conformément à la promesse de l'Afrique : l'offre stratégique renouvelée du PNUD pour 2020 en Afrique, le PNUD engagera les États, non seulement en

tant que bénéficiaires d'une assistance dans le domaine de la gouvernance et de la consolidation de la paix, mais en tant qu'hôtes et agents de développement clés dotés de forces et d'atouts intrinsèques qui peuvent être avantageusement mis à profit pour atteindre les résultats de l'offre.

Le projet est entièrement aligné sur SINUS et se concentre sur le pilier gouvernance. Pour atteindre l'objectif de ce projet, le PNUD travaillera en étroite collaboration avec le système des Nations Unies, les gouvernements, le secteur privé, la société civile, les universités, les groupes de réflexion et les institutions financières internationales dans les dix pays. Parmi les partenaires clés, le PNUD travaillera avec:

1. UNOWAS
2. G5 Sahel
3. 10 Etats membres du Sahel
4. Agences des Nations Unies
5. UA & CER - CEDEAO, CEEAC, UEMOA, CEN-SAD, BOAD
6. La Banque mondiale
7. La Banque africaine de développement, la Banque islamique de développement
8. Bassin du Lac Tchad et Autorité du Liptako-Gourma
9. OSC régionales et nationales et secteur privé.

En plus de ces partenariats, la modalité des partenariats pour la mise en œuvre sera innovée pour créer un espace pour les structures nationales et communautaires, les groupes de réflexion et les structures de leadership traditionnelles qui ont acquis une légitimité et ont joué un rôle déterminant dans le renforcement de la résilience locale et nationale. Le partenariat avec des acteurs du secteur privé socialement responsables qui respectent les principes des droits humains sera également important étant donné que le secteur privé a le potentiel de fournir des plates-formes pour les investissements nationaux et les pratiques commerciales qui mènent les sociétés vers une croissance et un développement inclusif.



LES RISQUES ET LES HYPOTHÈSES

Une variété des facteurs internes et externes pourrait compromettre la réussite des résultats attendus. Bien que les États du Sahel développent des initiatives pour renforcer la sécurité des institutions, des personnes et de leurs biens dans la région, une augmentation probable des attaques terroristes peut rendre l'accès à certaines zones très difficile. Ainsi, les risques liés à la mise en œuvre du projet sont la détérioration de la situation sécuritaire, l'épidémie de pandémie (par ex: la COVID-19), la faible implication des bénéficiaires du projet, l'instabilité politique liée aux élections ou aux manifestations sociales ou les aléas liés au climat.

La mise en œuvre du projet pourrait être compromise par l'éventuelle réticence de certains acteurs institutionnels ou locaux à s'impliquer et à participer activement aux activités du projet. La faible mobilisation des ressources, la lenteur et le manque de capacité à verser les ressources disponibles entravent également l'atteinte des résultats du projet. Enfin, la position géographique des pays du Sahel les expose à divers risques (la sécheresse, les inondations, l'invasion acridienne, etc.) dont la survenue pourrait affecter les priorités des acteurs et compromettre l'atteinte des résultats du projet.

Pour cette raison, le PNUD, dans son rôle d'un intégrateur, se concentrera sur travailler avec toutes les parties prenantes dans les dix pays du Sahel. Pour cette raison, le PNUD, dans son rôle d'un intégrateur, se concentre sur travailler avec toutes les parties prenantes dans les dix pays du Sahel. La mise en œuvre du projet utilisera une approche participative et décentralisée avec une implication des autorités nationales, communautés locales et les ONG/OSC locaux, pendant que le renforcement de leurs capacités de leadership, technique et organisationnel. Une attention particulière sera accordée au secteur privé local afin d'en faire un partenaire de mise en œuvre, en particulier dans les zones reculées.

En ce qui concerne la fragilité et l'insécurité dans la région du Sahel, le PNUD poursuivra ses efforts de plaidoyer et de mobilisation des ressources pour gérer de manière holistique les déterminants de l'instabilité dans la région.

Afin de s'occuper des risques financiers, le PNUD, à l'appui des différents gouvernements, mettra en œuvre une approche préventive pour mobiliser des ressources auprès de ses partenaires traditionnels, des fondations et du secteur privé. Par exemple, des partenariats seront noués avec de grands groupes financiers, tels que des sociétés minières, pour les soutenir dans leur responsabilité sociale et environnementale. Parallèlement aux efforts de mobilisation des ressources, le PNUD se concentrera sur l'utilisation de procédures accélérées pour accélérer le décaissement des ressources mobilisées et continuera de renforcer les capacités des structures nationales pour une plus grande rapidité et transparence des marchés publics grâce à la numérisation des procédures.

Au-delà de la disposition envisagée pour minimiser l'impact de l'événement des risques, le PNUD, au vu de la dynamique actuelle au Sahel, attendra une volonté politique claire des États concernés et de leurs partenaires.



L'ENGAGEMENT DES PARTIES PRENANTES

Le projet interviendra avec diverses parties prenantes. D'abord, les dix pays du SINUS Sahel sont intégrés dans le projet et mieux coordonnés avec les autres initiatives dans la région par les bureaux de pays, les communautés économiques régionales (CER) et autres institutions. Cette coordination prendra en compte les spécificités sous-régionales : le Bassin du lac Tchad (Niger-Nigéria-Tchad-Cameroun), la zone frontalière Mali-Mauritanie et la crise de l'Azawad, et la zone transfrontalière Mali-Mauritanie-Fleuve Sénégal (Mali-Mauritanie, Sénégal-Gambie).

En tant que contribution du PNUD à la mise en œuvre du SINUS SP, toutes les autres agences des Nations Unies sont considérées comme des parties prenantes, en particulier celles impliquées dans le pilier de la gouvernance. Le PNUD communiquera avec tous par les mécanismes mis en place pour le suivi du plan stratégique du SINUS afin d'assurer une synergie entre les différentes interventions pour le profit des États et des citoyens sahéliens qui sont les bénéficiaires visés du projet.

Le projet vise à concentrer l'intervention sur les citoyens du Sahel, en particulier les femmes, les jeunes, les filles, les chefs traditionnels, les organisations confessionnelles, les groupes de réflexion et les autorités gouvernementales locales. Le projet agira par des experts locaux, des OSC et des ONG pour identifier et impliquer les groupes visés. Le projet aidera les pays à mettre en place ou à renforcer une architecture pour la paix qui sera également un moyen de renforcer les capacités des citoyens en matière de participation politique, de la gouvernance inclusive et du leadership transformateur des femmes, des jeunes et d'autres groupes spécifiques.



LA COOPÉRATION SUD-SUD ET LA COOPÉRATION TRIANGULAIRE (SSC ET TRC)

Le projet propose de faire de la coopération Sud-Sud et triangulaire (CSS et TrC) un moyen essentiel de travailler pour améliorer la politique, la capacité et le mécanisme de gouvernance et promouvoir l'engagement des parties prenantes aux niveaux régionaux et nationaux, sur la base de leurs principes directeurs et sans se substituer à d'autres options de partenariat. Pour réaliser ça, le projet se concentrera sur le maintien et l'expansion de la SSC et de la TrC qui maximisent les avantages mutuels et offrent un moyen de saisir les opportunités de transformation de la gouvernance et de surmonter les défis liés aux déficits démocratiques et à promouvoir l'intégration sociale et économique régionale en tant que le poursuivre de la paix et le développement durable dans toute la région du Sahel. L'approche adaptée aux promotions de SSC et de TrC orientera en deux domaines.

Premièrement, le projet encourage des initiatives conjointes, bien intégrées et à long terme avec les CER pour permettre l'harmonisation des politiques, des cadres juridiques et des réglementations afin d'accroître les opportunités d'échanges Sud-Sud. Dans ce but, le PNUD s'efforcera de réduire les obstacles économiques et non économiques à des échanges plus transparents, efficaces et efficaces qui engagent à la fois les pays et les entités non étatiques. Cela inclut d'encourager une plateforme régionale de la connaissance sur la coopération transfrontalière et la gestion des frontières fondé sur l'expertise du PNUD et l'expérience à long-terme au Sahel et ailleurs dans la transformation des zones frontalières et transfrontalières en «îles pacifiques» et des «centres de développement». Les programmes identifient et mettent en place un groupe d'expertise et documentent les connaissances disponibles sur ce qui a marché et ce qui a raté, conjoint avec les informations sur qui est impliqué et qu'ils peuvent offrir.

Deuxièmement, le projet encourage le financement stratégique et la coopération technique provenant de diverses sources, pour renforcer la capacité des pays à mettre en œuvre la coopération Sud-Sud, gérer les coûts de «démarrage» de la collaboration et promouvoir la gouvernance électronique et la numérisation et financer la mise à l'échelle des idées prometteuses. Le rôle du PNUD - en tant qu'intégrateur - sera celui d'intermédiaire du savoir, de bâtisseur de capacités et de facilitateur d'échanges principalement dirigés par les pays de programme eux-mêmes, travaillant avec d'autres parties prenantes intéressées. Gardant en tête les réponses spécifiques au contexte, le projet vise à faciliter l'accord entre les parties prenantes et pour soutenir les processus de la gouvernance en paix qui fait avancer les objectifs nationaux partagés. Dans ce but, le PNUD collaborera avec les autres agences de l'ONU y compris l'institut africain pour le développement économique et la planification (IDEP), les groupes de réflexion régionaux pour promouvoir un groupe d'expertise nationale sur la gouvernance et les solutions innovantes pour améliorer la gouvernance. A l'appui à l'alignement efficace du cadre stratégique régional de paix et de sécurité avec les ODD et le «Programme de maintien de la paix des Nations Unies» et l'UA-APSA dans le contexte spécifique du Sahel, le projet encourage le programme de connaissances et la formation et les échanges de pratiques et d'innovation pour fonctionnaires du gouvernement et à l'amélioration des politiques et des capacités pour favoriser une gouvernance plus responsable et plus ouverte dans les institutions étatiques et dans la société en vue d'une paix et d'une cohésion sociale durables et du maintien d'une cohabitation pacifique.



CONNAISSANCE ET INNOVATION

En tant que Solution de Signature 2 «Renforcer une gouvernance efficace, inclusive et responsable» de SP2018-2021 de l'UNDP, le projet promouvra la production et soutiendra l'appropriation nationale et locale des connaissances, y compris les connaissances et l'innovation autochtones, ce qui est essentiel pour améliorer la gouvernance inclusive et responsable. Ainsi, le projet construira son approche de production d'information concernant le contexte spécifique de chacun des pays du Sahel et trois mécanismes.

Premièrement, et fondé sur l'expérience de longue date du PNUD en tant que réseau d'information sur le développement et la gouvernance, le projet vise à innover dans la production et la diffusion des informations sur la gouvernance en fonction d'un contexte de développement et de sécurité spécifique. Pour ce faire, le projet mettra en place une unité de recherche et d'analyse sur la gouvernance et le HDP avec une expertise interne et les compétences des autres dans les Nations Unies. L'équipe des services consultatifs intégrés en matière de politiques et de programmes (IPPAS) et le centre sous-régional de Dakar serviront comme un laboratoire pour la production et de diffusion de l'évaluation et des informations sur les questions transversales et les défis du développement et de la gouvernance dans la région du Sahel. L'objectif global de ce domaine d'intervention est d'aider les pays et les acteurs à définir une approche systématique et globale pour répondre aux défis clés dans le contexte complexe du Sahel.

Deuxièmement, le projet tire parti de l'avantage comparatif du PNUD et la longue expérience en matière de gouvernance et de développement pour améliorer la capacité des institutions nationales et régionales à partager une compréhension commune d'une perspective à long terme pour le Sahel afin de soutenir l'articulation d'une vision pour l'avenir de la région. Dans ce but, le projet tire parti des principales conclusions des études prospectives existantes et celles du SINUS «Sahel 2043» en créant un espace adéquat

pour le suivi et l'évaluation des scénarios et hypothèses identifiés comme critiques pour le développement dans la région du Sahel. Le projet travaillera en étroite collaboration avec les instituts nationaux de statistique, les CER (CEDEAO, CEEAC), l'UEMOA, le G5, etc. et la CEA. Le projet travaillera en étroite collaboration avec les partenaires techniques régionaux pour mettre en place un observatoire régional de suivi prospectif.

Finalement, en gardant à l'esprit de la crise multidimensionnelle et complexe dans la région, le projet encourage la production et la diffusion des informations et de bonnes pratiques autochtones et des expériences pertinentes en matière de consolidation de la paix et de développement local. Cette approche visera à construire des institutions et des mécanismes inclusifs, efficaces et responsables pour la résolution pacifique des conflits et pour faire progresser la cohésion sociale. Le projet mobilise les universités nationales, centres de recherche locaux et nationaux, les ONG locales et nationales et le réseau des étudiants de recherche. Les Accelerator Labs du PNUD contribueront à l'identification et à l'échange de bonnes pratiques et des expériences pertinentes.



LA DURABILITÉ ET LA MISE À L'ÉCHELLE

L'objectif global des interventions du projet est d'assurer la durabilité des impacts après la fin d'un programme en définissant un sens plus large en tant que « stratégie de durabilité » d'un programme, ce qui pourrait être accompli par une graduation échelonnée des domaines spécifiques du projet. Ainsi, la stratégie de sortie conçue s'est axée sur l'appropriation, l'impact et de la consolidation des résultats en garantissant une compréhension commune des interventions planifiées. En effet, la majorité des interventions, des mécanismes et outils planifiés qui seront mis en place par le projet incluent un dialogue préliminaire avec diverses parties prenantes, bénéficiaires et autres partenaires régionaux clés de la région pour identifier les actions clés.

Le projet garantira une grande adhésion politique aux différents mécanismes des interventions et au moins l'approbation des bénéficiaires nationaux et régionaux.



GESTION DE PROJET

Efficacité économique

Les activités prévues par le projet seront mises en œuvre à deux niveaux, mais gérées de manière centralisée au niveau régional à Dakar - au niveau sous-régional et au niveau national. Alors que les activités transfrontalières et multi-pays seront mises en œuvre au niveau sous-régional à partir de Dakar où l'unité conjointe de mise en œuvre sera située, plusieurs activités seront mises en œuvre au niveau des pays par les agences des Nations Unies, les institutions régionales et nationales, les OSC et acteurs du secteur

Au niveau régional, le centre sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (installé à Dakar) dirige la coordination et l'orientation de la mise en œuvre de ce projet. En tant qu'agence chef pour le pilier trois du cadre du SINUS, le PNUD assurera la collaboration avec d'autres agences des Nations Unies et recherchera des possibilités pour la mise en œuvre conjointe du Groupe de travail sur la gouvernance du SINUS avec l'appui d'une unité de mise en œuvre conjointe. Le projet convoquera et gèrera un comité consultatif de projet au niveau stratégique utilisant le groupe de travail Pilier de la gouvernance du SINUS comme véhicule et forum pour discuter des défis de la gouvernance et élaborer une réponse cohérente. Le projet suivra et produira des données et des informations au niveau régional de diverses organisations, y compris les organisations traditionnelles

Les activités au niveau national seront identifiées et coordonnées par les bureaux de pays respectifs. Étant donné la grande variabilité des réalisations en matière de gouvernance, il ne sera pas nécessaire que tous les pays mettent en œuvre toutes les activités. Les bureaux de pays devraient donner la priorité aux interventions qui correspondent à leur contexte spécifique et répondent aux priorités nationales tout en tenant compte des zones qui sont des points chauds, à risque ou non affectés. Tous les bureaux de pays seront responsables de l'exécution de l'allocation faite par le projet. Néanmoins, l'Unité conjointe de mise en œuvre fournira d'appui technique aux bureaux de pays, en faisant bon usage des outils et les informations du PNUD d'origine aux différents centres.

Pour définir les priorités et les approches au niveau national pour l'exécution et la gestion du projet, les groupes de coordination entre les parties prenantes créeront et les plans d'action de projet au niveau national seront développés.

CADRE DE RÉSULTATS ET D'ALLOCATION DE RESSOURCES : PROMESSES DE GOUVERNANCE DU SAHEL : PEUPLE, PAIX ET PROSPÉRITÉ

Résultat escompté comme indiqué dans le CRR du Programme Régional pour l'Afrique (2018-2021): Résultat 1 : l'Union Africaine et les CER tiennent leurs promesses, notamment sur les problématiques transversales liées au renforcement de la résilience.

Indicateurs de résultats tel qu'indiqués dans le CRR du Programme Régional pour l'Afrique (2018-2021): pourcentage de personnes ayant connu un différend et ayant eu accès à un mécanisme de règlement formel ou informel, considéré comme financièrement accessible et juste (ventilé par sexe dans la mesure du possible) – indicateur de résultat 2.4 du plan stratégique du PNUD

Plan stratégique du PNUD applicable (2018-2021) Résultat et produits

Tier 2, Résultat 2 : accélérer les transformations structurelles en lien avec le développement durable

Output 2.2.2 : élaboration d'une constitution, mise en place de mécanismes et institutions parlementaires renforcées pour promouvoir l'inclusion, la transparence et la responsabilité

Indicateurs pertinents du plan stratégique du PNUD (2018-2021):

Indicateur de résultat 2.4

- Pourcentage de personnes ayant connu un différend et ayant eu accès à un mécanisme de règlement formel ou informel, considéré comme financièrement accessible et juste (ventilé par sexe)

Indicateurs de produit 2.2.2

- Mesure dans laquelle les organismes de gestion électorale (OGE) ont renforcé leur capacité à mener des élections inclusives et crédibles ;
- Mesure dans laquelle les parlements ont amélioré leur capacité à légiférer, à superviser et de représentation de manière inclusive, efficace et responsable ;
- Mesure dans laquelle les organes de rédaction de la constitution disposent de mécanismes permettant l'engagement civique, y compris la participation des femmes et celle des autres groupes marginalisés ;
- Mesure dans laquelle les pays adoptent et mettent en place, avec l'aide du PNUD, les cadres légaux et de régulation qui permettent à la société civile de fonctionner dans la sphère publique et de contribuer au développement durable : a) groupes des femmes ; b) groupe des jeunes ; c) autres groupes représentant les autres populations marginalisées.

Résultat intermédiaire de projet: Un Sahel stable et autonome sur la voie de la réalisation des objectifs de développement durable et de l'Agenda 2063

Indicateur de résultat intermédiaire de projet:

Stratégie de partenariat : CUA ; CER : UMA, UNECA, UNOWAS et les agences des NU pertinentes, Bureaux de pays du PNUD, États-membres de l'UA, l'UE/CE et les partenaires bilatéraux et multilatéraux ; OSC (régionale and nationale), académie, Think Tanks

TITRE ET IDENTIFIANT DU PROJET (ATLAS AWARD ID) : PROMESSE DE GOUVERNANCE DU SAHEL : STABILISATION, DURABILITÉ ET TRANSFORMATION DU SAHEL

AXES ESCOMPTÉS	OBJECTIFS DE PRODUCTION	INDICATIVE ACTIVITÉS	PARTIES RESPONSABLES	CONTRIBUTION (USD)
RÉSULTAT 1 : relations État-société renforcées				
Axe 1.1 : prestation de services efficace, équitable et accessible Indicateur 1 : Référence : 1	Année 1 : 2 Année 2 : 3 Année 3 : 4	1.1 Soutenir l'établissement de plateformes de gouvernance numérique au niveau national, régional et local pour étendre la portée des services et la responsabilité des activités	PNUD	10,000,000
		1.2 Soutenir les systèmes d'e-inscription y compris la mise en place d'une base de données électronique unifiée et économique pour garantir une prestation de services efficace au niveau national et local		
		1.3 Soutenir le mécanisme e gouvernance pour renforcer le système de gestion des dépenses publiques des gouvernements nationaux et locaux		
		1.2.1 Soutenir l'identité légale dans tous les procédés	PNUD	30,000,000
		1.2.2 Soutenir le système de statistique nationale pour améliorer la protection des données, la sécurité et l'intégrité de la gestion des frontières		
		1.2.3 Consolidation de la gouvernance locale et de l'accès aux services sociaux dans les zones transfrontalières de gouvernance locale		

AXES ESCOMPTÉS	OBJECTIFS DE PRODUCTION	INDICATIVE ACTIVITÉS	PARTIES RESPONSABLES	CONTRIBUTION (USD)
		1.3.1 Soutenir l'évaluation du risque de corruption et la réponse dans les secteurs sélectionnés (eau, santé, éducation et justice) dans les zones de gouvernance locale	PNUD	5,000,000
		1.3.2 Promouvoir la responsabilité sociale aux niveaux national, régional et local		
		1.3.3 Promouvoir l'intégrité des systèmes électoraux et référendaires au niveau national et local		
		1.3.4 Soutenir les processus de participation, budgétisation, de planification, de développement et de création de rapports sensibles à la question des genres.		
Axe 1.4 : Renforcer la décentralisation pour une prestation de services efficace Indicateur: 1 Référence : 1	Année 1 Année 2 Année 3 Année 4 Année 5	1.4.1 Soutenir le financement innovant (Tokten, collaboration avec le FENU, secteur privé)	PNUD FENU	10,000,000
		1.4.2 Soutenir l'effort d'une participation inclusive dans la planification, la budgétisation et le suivi et l'évaluation (S&E) pour une décentralisation efficace		
		1.4.3 Renforcer la capacité des dirigeants locaux à fournir des services innovants (cartographie des solutions locales: éducation via la radio - UNICEF/BF ; drones (médicaments, collecte de données)		
Axe 2.1: Structures innovantes améliorées pour la gouvernance et la résolution de conflit Indicateur 1 : Référence : 1		2.1.1 Ambassadeurs et Champions de la paix	PNUD	5,000,000
		2.1.2 Organisation du Festival pour la Paix du Sahel		
		2.1.3 Soutenir les mesures locales pour favoriser la paix		
		2.1.4 Soutenir les initiatives de gestion des conflits liés aux ressources naturelles		
		2.1.5: Soutenir la création d'un corps de volontaires communautaires		
		2.1.6: Soutenir la transformation numérique pour la paix et le développement		
Axe 2.2 Institutions régionales et cadres renforcés Indicateur 1 : Référence : 1		2.2.1 Soutenir la capacité de mobilisation et de négociation politique de LGA, G5 Sahel, CEDEAO, CEEAC et CBLT	PNUD WANEP	4,000,000
		2.2.2 Soutenir la création d'un réseau de juristes africains sans frontières et la création d'un réseau de femmes engagées en politique au Sahel		
		2.2.3 Renforcer et amplifier le programme UA-PNUD Jeunes Femmes Leaders Africaines et YouthConnekt Africa au Sahel		
Axe 2.3 Droits humains renforcés, accès aux mécanismes de la justice et du respect du droit Indicateur 1 : Référence	Année 1 Année 2 Année 3	2.3.1 Soutenir la promotion des droits humains et l'accès à la justice	PNUD ONU FEMMES HCDH	2,000,000
		2.3.2 Renforcer les mécanismes alternatifs de résolution de conflits		
		2.3.3 Strengthen capacity and functioning of regional and national justice and human rights institutions		
		2.3.4 Renforcer la compétence et le fonctionnement de la justice au niveau régional et national et les institutions de défense des droits humains		
		Fournir un soutien en matière de compétences, de support technique et informatique aux organes régionaux et nationaux chargés de faire respecter l'état de droit, les droits humains et les principes constitutionnels.		

AXES ESCOMPTÉS	OBJECTIFS DE PRODUCTION	INDICATIVE ACTIVITÉS	PARTIES RESPONSABLES	CONTRIBUTION (USD)
Axe 2.4 Gestion efficace des dépenses publiques et gouvernance des ressources naturelles Indicateur 1 : Référence : 1	Année 1 Année 2 Année 3	2.4.1 Renforcer les mécanismes de prévention et de lutte contre la corruption et les flux financiers illégaux qui en résultent	PNUD BAD	10,000,000
		2.4.2 Soutenir la mobilisation de ressources nationales en renforçant et/ou réformant le système d'imposition et d'allègement de la dette		
		2.4.3 Renforcer les cadres régionaux et nationaux de gouvernance des ressources naturelles		
		2.4.5 Soutenir la participation de la communauté dans la gestion des ressources naturelles		
		2.4.6 Soutenir la responsabilité et la transparence de la gestion des ressources naturelles du Sahel		
Axe 3.1 Infrastructures pour la paix renforcées Indicateur 1 : Référence : 1	Année 1 Année 2 Année 3	3.1.1 Renforcer les infrastructures régionales et nationales pour la paix, y compris les systèmes et dispositifs d'alertes précoces et réponse.		10,000,000
		3.1.2 Soutenir les évaluations de la vulnérabilité structurelle et de la résilience dans un contexte de conflits et la mise en œuvre de stratégies d'atténuation		
		3.1.3 Renforcer la médiation, la réconciliation, le dialogue national et les efforts de consensus		
Axe 3.2 Gestion transfrontière améliorée Indicateur 1 : Référence : 1	Année 1 Année 2 Année 3	3.2.1. Renforcer la gouvernance des frontières à travers le nouveau programme des régions frontalières		10,000,000
		3.2.2 Soutenir les initiatives pour la sécurité climatique		
		3.2.3 Soutenir la mise en place de la prévention de la prolifération des ALPC		
Axe 3.3 Efforts pour empêcher et répondre à l'extrémisme violent renforcés Indicateur 1 : Référence : 1	Year 1 Year 2 Year 3	3.3.1 Soutenir le développement et la mise en place de plans d'actions pour la prévention de l'extrémisme violent (PEV) au niveau national, régional et local		5,000,000
		3.3.2 Soutenir les interventions communautaires dans les zones frontalières pour empêcher et répondre à l'extrémisme violent qui vise particulièrement les femmes et les jeunes		
		3.3.3 Soutenir l'intégration des plans d'action PEV dans le développement		
Axe 3.4 Stabilisation et efforts de consolidation de la paix renforcés Indicateur 1 : Référence : 1	Année 1 Année 2 Année 3	3.4.1 Soutenir les processus de justice transitionnelle, de désarmement, de démobilisation, de réhabilitation, de réinsertion et de réintégration		10,000,000
		3.4.2 Soutenir la réponse post-conflit, la reconstruction et les efforts de résilience		

SUIVI ET ÉVALUATION



Photo: ONU FEMMES Senegal

En accord avec les procédures et politiques de programmation du PNUD, le projet sera évalué grâce aux plans de suivi et d'évaluation: [Note : les plans de suivi et d'évaluation doivent être adaptés au contexte du projet si nécessaire]

PLAN DE SUIVI

Activités de suivi	But	Fréquence	Action attendue	Partenaires	Coûts
Suivre la progression des résultats	Les données sur les progrès comparés aux indicateurs de résultats dans le RRF seront collectées et analysées pour évaluer l'avancement du projet afin d'atteindre les résultats attendus.	Trimestrielle, ou à la fréquence requise pour chaque indicateur.	Les progrès plus lents seront traités par la direction de projet		
Superviser et gérer les risques	Identifier les risques pouvant menacer l'atteinte des résultats attendus. Identifier et suivre les activités de gestion des risques en utilisant un registre. Ceci comprend le suivi des mesures et des plans nécessaires en accord avec les normes sociales et environnementales du PNUD. Des audits seront menés en accord avec la politique d'audit du PNUD pour la gestion des risques financiers.	Trimestrielle	Les risques sont identifiés par la gestion de projet et des mesures sont prises pour les gérer. Le registre est tenu à jour afin d'assurer le suivi des risques identifiés et des actions entreprises.		
Apprendre	Les connaissances, bonnes pratiques et leçons seront recueillies régulièrement, ainsi que les sources provenant d'autres projets et partenariats pour les intégrer au projet.	Au moins annuelle	Les enseignements tirés sont retenus par l'équipe de projet et utilisés pour alimenter les décisions de gestion		
Assurance qualité annuelle du projet	La qualité du projet sera évaluée par rapport aux normes de qualité du PNUD pour identifier les forces et faiblesses du projet et pour informer la direction des choix à faire pour améliorer le projet.	Annuelle	Les points forts et faiblesses seront revues à travers la gestion de projet et utilisées pour informer les décisions afin d'améliorer la qualité du projet.		
Révision et corrections de parcours	Révision interne des données et des éléments de toutes les actions de suivi afin d'informer la prise de décision.	Au moins annuelle	Les données de performance, risques, leçons tirées et la qualité seront examinés par le comité du projet et utilisés pour effectuer des modifications		
Rapport de projet	Un rapport d'avancement sera présenté au Comité du projet et aux parties prenantes principales. Il comprendra des données de progression montrant les résultats obtenus par rapport aux objectifs annuels, un résumé annuel de l'évaluation de la qualité du projet, un plan d'évaluation des risques actualisé ainsi que des mesures d'atténuation, et tout rapport d'évaluation ou de révision préparés au cours de cette période.	Annuelle, et à la fin du projet (rapport final)			
Révision du projet (Comité du projet)	L'organe de direction du projet (c'est-à-dire le comité du projet) fera des évaluations régulières du projet afin d'évaluer la qualité du projet et revoir le plan de travail pluriannuel pour garantir une budgétisation réaliste sur toute la durée du projet. Dans la dernière année du projet, le comité du projet organisera un bilan de clôture pour recenser les leçons retenues et discuter des possibilités pour développer et échanger les résultats du projet avec des publics pertinents.	Fréquence à préciser (au moins annuelle)	Tout doute concernant la qualité ou tout retard constaté doivent être discutés par le comité du projet et des mesures de gestion doivent être prises pour répondre aux problématiques identifiées.		

PLAN D'ÉVALUATION

Titre de l'évaluation	Partenaires	Résultat du plan stratégique connexe	Document de programme régional pour l'Afrique (2018-2021)	Date de réalisation prévue	Parties prenantes clés de l'évaluation	Coûts et source de financement
Évaluation de mi-parcours du projet	Aucun	Résultat 1 : Avancer dans l'éradication de la pauvreté dans toutes ses formes et dimensions Résultat 2 : accélérer les transformations structurelles pour le développement durable Résultat 3 : Renforcer la résilience face aux chocs et aux crises	RÉSULTAT #3 : les institutions régionales maintiennent la paix et construisent une résilience face aux chocs et aux crises	Décembre 2022 (2 ans après le début du projet)	PNUD – Bureaux de pays et gouvernements hôtes UNOWAS; SINUS; G5	\$100,000
Évaluation finale du projet	Aucun	Résultats 1, 2, 3	RÉSULTAT #3 : les institutions régionales maintiennent la paix et construisent une résilience face aux chocs et aux crises	Décembre 2024	PNUD - Bureaux de pays UNOWAS SINUS ; G5	\$150,000

PLAN DE TRAVAIL PLURIANNUEL ⁶³⁶⁴

Tous les coûts de gestion et d'opération prévus au soutien du projet, y compris les dispositions relatives à l'efficacité du développement et à sa mise en œuvre, doivent être identifiés, estimés et chiffrés dans le budget du projet dans le(s) catégorie(s) pertinente(s). Cela inclut les activités qui servent directement à la réalisation du projet, telles que la communication, les ressources humaines, les achats, les finances, l'audit, les conseils en matière de politique, l'assurance qualité, les rapports, la gestion, etc. Tous les services qui sont directement liés au projet doivent être mentionnés de manière transparente dans le document de projet.

CADRE DE RESSOURCES ET RÉSULTATS BUDGET

BUDGET (USD)

RÉSULTAT	ACTIVITÉS PRÉVUES	ANNÉE 1 2021 - 2022	ANNÉE 2 2022 - 2023	ANNÉE 3 2023 - 2024	ANNÉE 4 2024 - 2025	ANNÉE 5 2025 - 2026	TOTAL USD
RÉSULTAT 1: Relations État-société renforcées							
Axe 1.1: prestation de services efficace, équitable et accessible	1.1.1 Soutenir la mise en place de plateformes de gouvernance numérique aux niveaux national, régional et local pour étendre la portée des services et des activités de responsabilisation	200 000	500 000	1 000 000	500 000	500 000	
Marqueur de genre :	1.1.2 Soutenir les systèmes d'e-inscription y compris l'établissement d'une base de données électronique unifiée et rentable pour l'efficacité des prestations de services au niveau national et local						3 300 000
	1.1.2 Soutenir le mécanisme du e-gouvernement pour renforcer les systèmes de gestion des dépenses publiques des gouvernements locaux et nationaux.	100 000	100 000	200 000	100 000	100 000	
	Suivi						
1.2 Sécurité humaine renforcée	1.2.2 Soutenir le système national de statistiques pour améliorer la protection des données, la sécurité et l'intégrité de la gestion des frontières						
	1.2.3 Renforcer la gouvernance locale et l'accès aux services sociaux dans les zones frontalières	500 000	1 000 000	1 000 000	2 000 000	500 000	5 200 000
	Suivi		100 000		100 000		

⁶³ Cost definitions and classifications for programme and development effectiveness costs to be charged to the project are defined in the Executive Board decision DP/2010/32

⁶⁴ Changes to a project budget affecting the scope (outputs), completion date, or total estimated project costs require a formal budget revision that must be signed by the project board. In other cases, the UNDP programme manager alone may sign the revision provided the other signatories have no objection. This procedure may be applied for example when the purpose of the revision is only to re-phase activities among years.

RÉSULTAT	ACTIVITÉS PRÉVUES	ANNÉE 1	ANNÉE 2	ANNÉE 3	ANNÉE 4	ANNÉE 5	TOTAL
		2021 - 2022	2022 - 2023	2023 - 2024	2024 - 2025	2025 - 2026	USD
Axe 1.3 : Gouvernance responsable, transparente, inclusive et participative	1.3.1 Soutenir l'évaluation du risque de corruption et sa gestion dans les secteurs sélectionnés (eau, santé, éducation et justice) au sein des collectivités locales.	200 000		300 000	500 000	500 000	
	1.3.2 Promouvoir la responsabilité sociale au niveau national, régional et local.	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	
Marqueur de genre :	1.3.3 Promouvoir l'intégrité des systèmes électoraux et de référendum aux niveaux national et local	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	3 000 000
	1.3.4 Soutenir les processus de participation, budgétisation, de planification, de développement et de création de rapports sensibles à la question des genres.	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	
	Suivi	100 000	200 000	300 000	300 000	100 000	
11.4 Renforcer la décentralisation pour une prestation de services efficace	1.4.1 Soutenir les financements innovants (Tokten, collaboration avec le FENU, secteur privé)	200 000	500 000	500 000	500 000	300 000	
	1.4.2 Soutenir les mesures pour une participation inclusive dans la planification, la budgétisation et le suivi/évaluation pour une décentralisation efficace						
	1.4.3 Renforcer la capacité des dirigeants locaux à fournir des services innovants (cartographie de solutions locales : éducation avec la radio - UNICEF/BF ; drones (médicaments, collecte de données)	500 000	4 300 000	4 300 000	4 000 000	1 000 000	16 100 000
	Suivi						
	GMS 8 % RÉSULTAT 1: Relations État-société renforcées	480 000	480 000	480 000	480 000	480 000	2 400 000
	RÉSULTAT TOTAL 1: Relations État-société renforcées	2 580 000	7 480 000	8 380 000	8 280 000	3 280 000	30 000 000

RÉSULTAT 2: Normes de gouvernance, systèmes et institutions renforcés

Axe 2.1 Institutions régionales et cadres renforcés	2.1.1 Soutenir la capacité de mobilisation et de négociation politique de LGA, G5 Sahel, CEDEAO, CEEAC et CBLT	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	
	2.1.2 Soutenir la mise en place d'un réseau de juristes africains sans frontières et celui de femmes engagées en politique au Sahel.	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	
Marqueur de genre :	2.1.3 Renforcer et étendre le programme UA-PNUD Jeunes Femmes Leaders Africaines et YouthConnekt Africa au Sahel.	400 000	500 000	500 000	500 000	500 000	5 900 000
	Suivi						
Axe 2.2: Droits humains renforcés, accès aux mécanismes de la justice et du respect du droit	2.2.1 Soutenir la promotion des droits humains et de l'accès à la justice	300 000	800 000	800 000	800 000	800 000	
	2.2.2 Renforcer les mécanismes de résolutions alternatives de différends	300 000	800 000	800 000	800 000	800 000	
	2.2.4 Renforcer la compétence et le fonctionnement des institutions régionales et nationales de justice et de protection des droits de l'homme.	300 000	800 000	800 000	800 000	800 000	11 600 000
	2.2.5 Apporter un soutien technique en matière de technologie de l'information et de la communication (TIC) afin d'apporter un soutien aux institutions régionales et nationales chargées de faire respecter l'État de droit, les droits de l'homme et les principes constitutionnels.	300 000	800 000	800 000	800 000	800 000	
	Suivi						

RÉSULTAT	ACTIVITÉS PRÉVUES	ANNÉE 1 2021 - 2022	ANNÉE 2 2022 - 2023	ANNÉE 3 2023 - 2024	ANNÉE 4 2024 - 2025	ANNÉE 5 2025 - 2026	TOTAL USD
Axe 2.3 Gestion efficace des dépenses publiques et gouvernance des ressources naturelles	2.3.1 Renforcer les mécanismes de prévention et de lutte contre la corruption et les flux financiers illégaux qui en résultent	300 000	800 000	800 000	200 000	100 000	
	2.3.2 Soutenir la mobilisation de ressources nationales en renforçant et/ou réformant le système de taxes et d'allègement de dettes	300 000	800 000	800 000	300 000	300 000	
	2.3.3 Renforcer les mécanismes de gouvernance régionales et nationales des ressources naturelles.	300 000	700 000	800 000	300 000	300 000	10 100 000
Marqueur de genre :	2.3.5 Soutenir la participation de la communauté dans la gestion des ressources naturelles	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	
	2.3.6 Soutenir la responsabilité et la transparence de la gestion des ressources naturelles du Sahel	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	
	Suivi	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	
	GMS 8% RÉSULTAT 2: Normes de gouvernance, systèmes et institutions renforcés	480 000	480 000	480 000	480 000	480 000	2 400 000
	TOTAL RÉSULTAT 2: Normes de gouvernance, systèmes et institutions renforcés	4 280 000	7 780 000	7 880 000	5 080 000	4 980 000	30 000 000

RÉSULTAT 3 : prévention des conflits et efforts de consolidation de la paix renforcés

Axe 3.1 Infrastructures pour la paix renforcées	3.1.1 Renforcer les infrastructures régionales et nationales pour la paix y compris les systèmes et dispositifs d'alertes précoces et de réponse	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	
	3.1.2 Soutenir les évaluations de risques de la vulnérabilité structurelle dans un contexte de conflits et mettre en place une stratégie d'atténuation	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	
	3.1.3 Renforcer la médiation, la réconciliation, le dialogue national et les efforts de consensus	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	
	Suivi						
Axe 3.2: Structures innovantes améliorées pour la gouvernance et la résolution de conflit	3.2.1 Ambassadeurs et Champions de la Paix	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	
	3.2.2 Organisation du Festival de la Paix du Sahel	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	
	3.2.3 Soutenir les initiatives locales pour renforcer la paix	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	
	3.2.4 Soutenir les initiatives de gestion des conflits liés aux ressources naturelles	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	12 600 000
Marqueur de genre :	3.2.5 Soutenir la création d'un corps de bénévoles communautaires	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	
	3.2.6: Soutenir la transformation numérique pour la paix et le développement	200 000	200 000	300 000	200 000	200 000	
	Suivi						
Axe 3.3: Efforts pour empêcher et répondre à l'extrémisme violent renforcés	3.3.1 Soutenir le développement et la mise en place de plans d'action pour la prévention de l'extrémisme violent (PEV) au niveau régional, sous régional et national	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	
	3.3.2 Soutenir les interventions communautaires dans les zones frontalières pour empêcher et répondre à l'extrémisme violent qui vise particulièrement les femmes et les jeunes	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	
Marqueur de genre :	3.3.3 Soutenir l'intégration des plans d'action PEV dans le développement	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	5 500 000
	Suivi						

RÉSULTAT	ACTIVITÉS PRÉVUES	ANNÉE 1 2021 - 2022	ANNÉE 2 2022 - 2023	ANNÉE 3 2023 - 2024	ANNÉE 4 2024 - 2025	ANNÉE 5 2025 - 2026	TOTAL USD
Axe 3.4 stabilisation et efforts de consolidation de la paix renforcés	3.4.1 Soutenir les processus de justice transitionnelle, de désarmement, de démobilisation, de réhabilitation, de réinsertion et de réintégration	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	3 000 000
	3.4.2 Soutenir la réponse post-conflit, la reconstruction et les efforts de résilience	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	
Marqueur de genre:	Suivi						
	GMS 8 % RÉSULTAT 3: Prévention des conflits et efforts de consolidation de la paix renforcés	480 000	480 000	480 000	480 000	480 000	2 400 000
	RÉSULTAT TOTAL 3: Prévention des conflits et efforts de consolidation de la paix renforcés	5 980 000	5 980 000	6 080 000	5 980 000	5 980 000	30 000 000

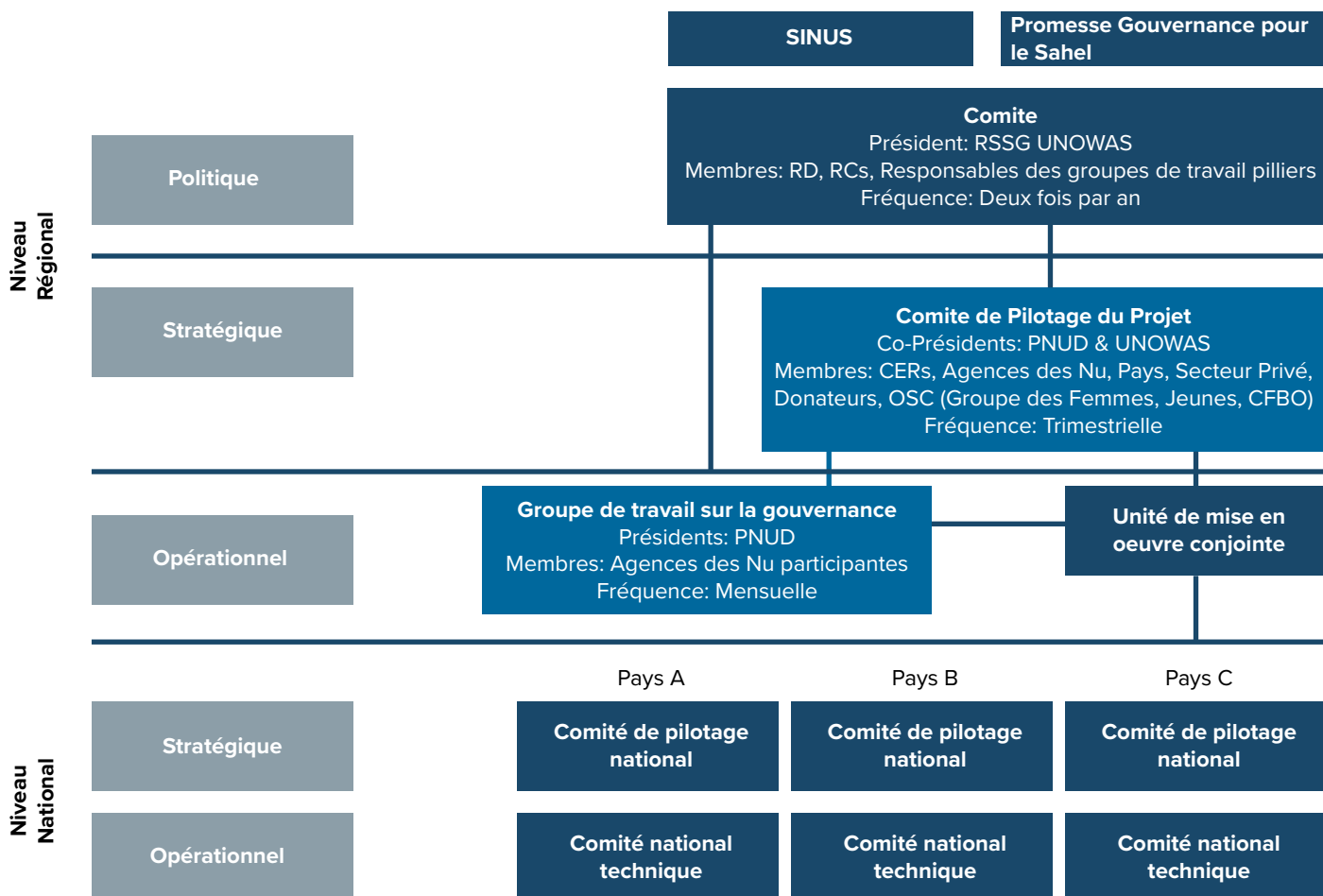
UNITÉ DE GESTION

Gestion	Responsable projet P4	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	10 000 000
	Associé de programme G7						
	UNV S&E						
	Associé administratif G7 (pour chaque pays du G5)						
	Divers recrutements						
	BUDGET TOTAL	14 840 000	23 240 000	24 340 000	21 340 000	16 240 000	100 000 000

GOUVERNANCE ET ACCORDS DE GESTION



Photo: PNUD Cameroon



En raison du caractère conjoint du projet et du rôle clé que les institutions sous-régionales joueront dans sa réussite, un système de gouvernance à deux niveaux, régional et national, sera mis en place avec pour but de renforcer la responsabilité des acteurs dans la réalisation des objectifs. Le projet est le résultat d'un travail de collaboration du système des Nations Unies au Sahel et répond à un impératif clair : malgré les progrès au niveau national sur les problématiques de gouvernance, les régions rencontrent des difficultés supplémentaires qui ne doivent pas compromettre les avancées du projet. La complémentarité des approches régionale et nationale constitue à ce propos la colonne vertébrale du projet. Ainsi, le comité de pilotage du SINUS jouera le rôle d'une superstructure et de moteur politique tandis que le groupe de travail sur la gouvernance constitue le Comité de police de ce projet commun.

Un encadrement politique unifié : le Comité du SINUS

La direction politique du programme sera assurée par le comité de pilotage du SINUS sous l'autorité du représentant spécial du secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS). L'objectif est d'assurer l'uniformité des interventions dans les différentes entités et de s'enrichir le travail politique du RSSG dans la sous-région. Ce bureau aura un rôle de motivation et d'orientation politique et facilitera le dialogue politique avec les organes des sous-régions et les gouvernements de la région sur toutes les questions liées à la gouvernance. De par sa nature politique, il pourra inviter, si nécessaire, dans ses sessions examinant les problématiques liées à la gouvernance, des représentants des institutions régionales impliquées dans la mise en œuvre des interventions de nature transversale ou d'intérêt commun à plusieurs pays.

Une gestion stratégique conjointe avec les acteurs régionaux

Pour assurer une mise en œuvre et une coordination appropriées des activités du projet, il sera supervisé par un comité de pilotage conjoint composé des agences et des institutions régionales participantes, ainsi que les bénéficiaires, et notamment les plateformes sous-régionales pour les femmes, les jeunes personnes et le secteur privé au Sahel. Le comité sera co-présidé par l'UNOWAS et le PNUD et sera composé des membres suivants:

1. G5 Sahel
2. ALG
3. Représentant par pays du Sahel
4. Représentant par Agence participante
5. Représentant de société civile (plateforme pour les femmes actives)
6. Représentant de société civile (plateforme pour la jeunesse)
7. Représentant du secteur privé

Le comité de pilotage fournit une orientation stratégique et une coordination pour le programme et apporte le soutien nécessaire à sa mise en œuvre et son efficacité. À cette fin, il contrôle les progrès effectués, approuve les plans de travail et décide de toutes les mesures appropriées pour supprimer les obstacles liés à l'exécution du programme. Le comité de pilotage se réunit deux fois par an.

Comité technique des projets du programme de gouvernance : le groupe de travail sur la gouvernance du SINUS

Pour soutenir efficacement le travail du comité de pilotage et pour décharger les organes de gestion du projet au niveau régional, le groupe de travail sur la gouvernance du SINUS poursuivra son travail et constituera l'organe de pilotage technique du projet avec la

participation de toutes les agences concernées.

Le comité technique fera également le lien entre le niveau régional, aligné sur le modèle de gouvernance du SINUS, et le niveau national. Il sera soutenu dans son travail par l'unité de gestion du projet au sein de la plateforme du PNUD à Dakar. En fonction des besoins de chaque pays, les structures de gestion seront constituées par un comité de pilotage, une équipe de gestion de projet et des comités techniques. Ces organes nationaux réuniront les unités de gestion de projets et les experts des institutions nationales engagées dans la mise en place du projet. Selon ses besoins/ réalités, chaque pays mettra en place un système de gestion répondant aux normes internationales de la gestion de projet. Le groupe de travail sur la gouvernance du SINUS, mené par le PNUD, rassemble toutes les agences des Nations Unies engagées dans les questions de gouvernance. Le mandat de ce groupe est de coordonner les interventions, d'encourager une planification commune entre les membres et les partenaires extérieurs. Le groupe se réunit régulièrement pour étudier les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la stratégie à travers les programmes, projets et actions recommandées à l'OSAS.

Équipe de gestion de programme

L'équipe de gestion de projet sera basée à Dakar au sein de la plateforme du PNUD et sera dirigée par un expert de haut niveau / chef d'équipe (international P5), qui doit posséder des connaissances techniques approfondies dans les domaines principaux et pertinents de développement pour l'agenda de gouvernance et de consolidation de la paix. L'équipe a trois rôles principaux :

1. Coordination de la mise en œuvre du projet, y compris une mise en œuvre directe des activités au niveau régional
2. Orientation stratégique et soutien technique aux équipes pays du projet
3. Conseil stratégique au comité technique, stratégique et politique du projet

L'équipe de gestion du projet joue un rôle clé dans la promotion de l'intégration et la cohérence des projets dans les différents pays, envisageant les difficultés de développement d'un point de vue large pour que les solutions de développement soient conçues et mises en place en prenant en compte les causes et réponses multidimensionnelles de problèmes spécifiques. Au niveau de la mise en œuvre du projet, les conseils stratégiques sont présentés par l'unité de gestion au comité technique, stratégique et politique.

Le rôle des conseils stratégiques est de transformer les idées et concepts en nouveaux projets, pour développer une structure et contribuer au positionnement stratégique des Nations Unies à travers le leadership et l'expertise. L'équipe analyse le cadre de développement et les difficultés régionales et sous-régionales liées au mandat de gouvernance des Nations Unies, soutient la politique de développement, sensibilise, mobilise les ressources, renforce les partenariats et le réseau dans les sous-régions.

Compte tenu de l'ampleur du projet et de la participation de plusieurs entités des Nations Unies, le rôle des Opérations devient essentiel dans la mise en œuvre du projet et requiert le renforcement de certaines fonctions pour gérer un volume croissant de transactions. Il est recommandé qu'une équipe dédiée soit mise en place pour servir uniquement les interventions du projet au niveau régional, les activités mises en place dans les pays sous la responsabilité des équipes pays et sous la direction des représentants résidents. Ainsi, l'unité régionale sera renforcée dans les fonctions suivantes : finances, achats et ressources humaines.

Équipe de suivi et d'évaluation

L'équipe de suivi et d'évaluation (et gestion basée sur les résultats - GBR) est responsable du suivi et de la coordination de la planification des programmes et de la communication des résultats. Elle contribue à assurer la qualité dans la conception des programmes et leurs rapports, pour assurer un résultat ciblé fort et la gestion d'un plan d'évaluation.

Équipe de communication

Les activités d'information et de sensibilisation du public doivent être soigneusement coordonnées et intégrées afin de garantir une approche cohérente et globale du projet « Promesse de gouvernance du Sahel ». L'équipe assure la gestion du contenu web, des réseaux sociaux, le soutien aux événements publics, la préparation d'avis aux médias, d'articles, l'assurance de la qualité de la communication pour assurer la conformité aux normes de l'entreprise. Le rôle de l'équipe de communication doit également être bénéfique au bon positionnement stratégique et à la mobilisation des ressources. Cette approche doit aussi inclure une coordination rapprochée avec le système des Nations Unies pour assurer une stratégie de communication sur les activités conjointes et les problématiques d'intérêt commun (pour promouvoir une « approche unique » des NU).

CONTEXTE LEGAL

Conformément à l'article III de l'Accord relatif à une assistance du Programme des Nations Unies, la responsabilité pour la sûreté et la sécurité du partenaire d'exécution, de son personnel et de sa propriété, ainsi que des biens du PNUD sous la garde du partenaire d'exécution, incombe au partenaire d'exécution. À cette fin, le partenaire d'exécution devra :

- Mettre en place et maintenir un plan de sécurité approprié, prenant en compte la situation de sécurité dans le pays où le projet est déployé;
- Penser à tous les risques et responsabilités liés à la mise en place de la sécurité du partenaire et la mise en place complète du plan de sécurité.

Le PNUD se réserve le droit de vérifier si un tel plan est en place et de suggérer des modifications au plan lorsque nécessaire. Le non-respect du maintien et de la mise en place d'un plan de sécurité approprié comme requis ci-dessous pourra être considéré comme une rupture dans les obligations du partenaire d'exécution en vertu du présent document de projet.

Le partenaire d'exécution accepte d'entreprendre tous les efforts raisonnables pour assurer qu'aucun des fonds reçus du PNUD conformément à ce document de projet ne soit utilisé pour fournir de l'aide à des individus ou des entités associés avec le terrorisme et que les bénéficiaires de toute somme reçue et fournie par le PNUD en vertu des présentes ne figurent pas sur la liste maintenue par le comité de Conseil de sécurité des Nations unies créé par la résolution 1267 (1999). La liste peut être consultée sur http://www.un.org/sc/committees/1267/qa_sanctions_list.shtml. Cette disposition doit être incluse dans tous les sous-contrats ou sous accords conclus sous/ suite à ce document de projet.

GESTION DES RISQUES

#	Description et date identifiées	Type	Probabilité et impact	Contremesures/ Réponse de gestion	Statut
Risques					
1	Faible volonté politiques au sein des gouvernements	Politique	P : modérée I : critique	Dans les pays où la volonté politique est particulièrement basse, le PNUD et les agences des NU dialogueront avec les responsables politiques pour aider à générer la volonté politique pour soutenir la mise en œuvre	



Programme des Nations Unies pour le Développement

Hub Régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre
Point E, Complex Citamil, Immeuble E
Dakar - Senegal

africa.undp.org

© PNUD 2020